

Bilan et perspectives de développement social en Mauricie



Consortium
en **développement social**
de la Mauricie



Merci au comité ayant travaillé sur ce document et à l'organisation de la journée du 20 janvier 2011 :

M. Réal Boisvert, Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Mme Lucie Carrier, Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
Mme Myrabelle Chicoine, Conférence régionale des Élus de la Mauricie
Mme France Cormier, Centre d'action bénévole de Shawinigan
Mme Manon Fillion, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Marie-Andrée Nadeau, Consortium en développement social de la Mauricie

Coordination :

Marie-Denise Prud'Homme, Consortium en développement social de la Mauricie

Rédaction :

Marie-Denise Prud'Homme, Consortium en développement social de la Mauricie
Guylaine Asselin, Centre de santé et de services sociaux du Haut Saint-Maurice
Réal Boisvert, Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Lucie Carrier, Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
Donat Gingras, Comité territorial de développement social de Mékinac
Anne Lamothe, Corporation de développement communautaire de Maskinongé
Jean-Claude Landry, Centre de santé et de services sociaux de la Vallée-de-la-Batiscan
Jacynthe Morasse, Ville de Trois-Rivières
Marie-Josée Routhier, Centre de santé et de services sociaux de Trois-Rivières

Corrections :

Lucie Carrier, Centre de santé et de services sociaux de l'Énergie
Donat Gingras, Comité territorial de développement social de Mékinac
Manon Fillion, Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
Marie-Andrée Nadeau, Consortium en développement social de la Mauricie

Toute reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée,
à condition que la source soit mentionnée.

www.consortium-mauricie.org



Table des matières

Liste des abréviations et acronymes	5
Contexte de la démarche.....	7
Bilan 1997-2010 : L'évolution du développement social en Mauricie et les actions réalisées.....	8
Historique de la démarche régionale et locale	8
1997-2000 : Le point de départ	8
2000-2004 : La mobilisation locale et régionale	8
2004-2006 : La consolidation dans la mouvance	13
2006-2010 : La communication et la mise en place d'actions régionales en soutien aux actions locales	17
Historique des démarches territoriales	20
Comité de développement social du Haut St-Maurice	20
Comité territorial en développement social de Shawinigan.....	22
Comité territorial de développement social de Mékinac (CTDSM)	25
Comité territorial de développement social Des Chenaux (CDSDC).....	28
Le comité de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale du Cap-de-la-Madeleine.....	31
Le développement social à la Ville de Trois-Rivières	33
Le comité local de développement social de la MRC de Maskinongé (CLDS).....	34
La contribution de la connaissance au développement social de la Mauricie	36
Postulat de base	36
Les premiers pas : l'état des lieux dans son ensemble	36
L'adéquation avec les besoins de la démarche : des statistiques plus fines.....	36
La production des connaissances à l'heure du développement social.....	37
Un vaste exercice collectif d'appropriation du territoire	37
Une première typologie des communautés de la région	37
De l'élaboration de pistes de développement à l'adoption de cibles d'action.....	38
L'émergence d'un dispositif global de connaissance du développement des communautés.....	38
La rentabilisation du dispositif	38
La vision des acteurs et actrices du développement social en Mauricie.....	39
La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	39
L'organisation ou l'intervention intersectorielle	39



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

L'harmonisation des actions locales et régionales.....	40
La participation citoyenne	40
Le lien entre le développement économique et le développement social	40
Le développement social au sein du développement régional.....	41
La question du leadership	41
Le maintien du développement social comme stratégie de développement régional	41
Les conditions de progression du développement social	41
Déclaration d'engagement en développement social	43
Le Consortium en développement social de la Mauricie	45
Mission.....	45
Valeurs.....	45
Vision	45
Définition du développement social	45
Financement.....	45
Structure.....	46
Stratégies de communication.....	47
Évolution des communications.....	47
Les orientations du plan de communication 2010-2013	47
Conclusion.....	48
Annexe : Journée Bilan et perspectives	50
Présences	50
Déroulement de la journée	52
Annexe : Déclaration citoyenne.....	54
Annexe : Membres des comités du Consortium en développement social de la Mauricie (2011).....	60
Comité de gestion de l'entente spécifique :	60
Comité de coordination :	60
Comité de travail régional en sécurité alimentaire	61
Comité de travail régional en habitation	61
Comité développement citoyen.....	61
Publications.....	62



Liste des abréviations et acronymes

ASSS	Agence de la santé et des services sociaux
BAIL Mauricie	Bureau d'Aide et d'Information sur le Logement Adapté
CAB	Centre d'action bénévole
CDC	Corporation de développement communautaire
CDS	Comité de développement social
CDSDC	Comité de développement social des Chenaux
CDSM	Comité de développement social de Maskinongé
CHSLD	Centre d'hébergement de soins de longue durée
CJE	Carrefour jeunesse emploi
CLD	Centre local de développement
CLDS	Comité local de développement social
CLSC	Centre local de santé communautaire
COMPÈRES	Comité mauricien sur la persévérance et la réussite scolaire
Consortium	Consortium en développement social de la Mauricie
CRÉ	Conférence régionale des élus
CRES	Conseil régional d'économie sociale
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
CTDSM	Comité territorial de développement social de Mékinac
DS	Développement social
ÉCOF/CDEC	Corporation de développement économique communautaire de Trois-Rivières
MAMROT	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFR	Maison familiale rurale
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère des Transports du Québec
PICOM	Projet d'intervention communautaire
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SDÉ	Société de développement économique
SHQ	Société d'habitation du Québec
SR	Secteur de recensement
TREM	Table régionale de l'éducation de la Mauricie
UQTR	Université du Québec à Trois-Rivières





Contexte de la démarche

La démarche entreprise afin de dresser un bilan et des perspectives de développement social en Mauricie est issue d'une initiative nationale ayant comme objectif de tracer un bilan du chemin parcouru en développement social depuis le Forum de développement social de 1998. Rappelons qu'un grand débat sur le développement social a eu lieu en 1998, par la tenue de 70 forums locaux, 13 forums régionaux et un forum national. À cette fin, un groupe de travail appelé le Collectif, composé d'organismes et de réseaux nationaux et régionaux, s'est formé en 2008. Coordonné par le Réseau québécois de développement social, le Collectif a proposé une démarche et des outils aux regroupements régionaux afin de cibler les éléments à évaluer, tout en laissant une grande liberté d'action aux régions.

En Mauricie, l'occasion était intéressante de s'arrimer à la démarche proposée par le Collectif compte tenu que le Consortium en développement social de la Mauricie (Consortium) était à sa dixième année d'existence. Les partenaires et collaborateurs ont souhaité que cette démarche soit entreprise afin de mieux comprendre les défis relevés au fil du temps, mais aussi les obstacles rencontrés afin de mieux cibler les priorités d'actions futures. Pour ce faire, un comité de travail a été mis sur pied afin de réunir et valider les informations concernant l'évolution du développement social, mais aussi d'organiser une journée de réflexion pour les différents acteurs et actrices du développement social pour notre région. Ce document a été rédigé suite à ces deux étapes de réflexion. Le développement social étant un concept transversal, nous sommes conscients que ce document n'en couvre pas toutes les facettes. Cependant, le développement social en Mauricie est très dynamique et porteur, et ce, depuis une décennie.



Bilan 1997-2010 : L'évolution du développement social en Mauricie et les actions réalisées

Historique de la démarche régionale et locale

Par Marie-Denise Prud'Homme

1997-2000 : Le point de départ

Cette période de vie du développement social en Mauricie a été marquée par la tenue d'un forum régional en 1997 qui a réuni près de 200 personnes à Grand-Mère. Cette rencontre a permis de mettre les bases du développement social chez nous. Les constats relevés lors de cet événement ont été portés au niveau provincial lors du forum sur le développement social tenu par le Conseil de la santé et du bien-être. Les enjeux ressortis en ce qui concerne la Mauricie ont été les suivants :

- Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Renouveau des pratiques d'intervention;
- Nécessité d'harmoniser les actions locales et régionales;
- Participation sociale;
- Lien entre développement économique et développement social.

2000-2004 : La mobilisation locale et régionale

Issue de la volonté des partenaires locaux, la première entente spécifique en développement social fût donc signée en 2000 par le Conseil régional de développement de la Mauricie, le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Mauricie, la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, le ministre de la Solidarité sociale, la ministre d'État au travail, le ministre responsable de l'emploi et le ministre des Régions (Nouvelliste, juin 2000). Les partenaires, satisfaits globalement des résultats de la première entente, ont convenu de continuer cette collaboration pour l'année 2003-2004 et ont signé par la suite deux autres ententes spécifiques soit celle de 2007-2010 et celle de 2010-2013. Le Consortium en développement social est né de la première entente spécifique.

En 2003, un forum en développement social a été tenu à Shawinigan ayant réuni 250 personnes des milieux institutionnels, communautaires, associatifs et municipaux. De nombreux partenaires ont discuté des enjeux prioritaires pour la Mauricie. Les conclusions principales de cet événement confirmaient la volonté des partenaires de poursuivre le travail amorcé. On constatait le développement de la confiance entre les intervenants, des ouvertures de collaboration d'expériences et des mises en commun d'initiatives dans une perspective du bien commun des communautés.

Dans son bilan de 2000 à 2006 Mme Cécile Thériault, coordonnatrice du Consortium, mentionne que les milieux locaux observaient également des liens plus resserrés entre le niveau local et régional. La préoccupation de trouver des mécanismes pour améliorer les liens avec les milieux municipaux, économiques et de l'éducation était présente ainsi que pour intégrer les préoccupations locales et régionales. La coordination semblait être un moyen apprécié à cet égard.

À la lecture du rapport final de Mme Thériault de 2004, on observe que les premières années ont été marquées par de nombreuses actions et ont été la fondation sur lesquelles le Consortium s'est construit dans les années suivantes.

Elle mentionne que les efforts faits par les partenaires sont visibles tout en spécifiant que le travail doit être poursuivi, notamment, en continuant et en agrandissant les champs de collaboration, en misant sur l'échange d'information, en se rapprochant des municipalités et du monde des affaires tout en agissant au niveau local de façon prioritaire dans une approche intégrée au niveau local, régional et national.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Elle observe également que : « Le milieu local est favorable à l'approche intersectorielle misant sur le bien commun de la communauté malgré les contraintes des pratiques sectorielles et des programmes cloisonnés. Les intervenants locaux souhaitent que leurs actions soient inscrites dans une planification globale de leur municipalité ou territoire. »

De plus, « l'entente de partenariat a su stimuler le leadership de nombreux acteurs locaux qui ont confirmé un besoin d'arrimage, de coordination, et de cohérence tant au niveau local que régional. L'information et la communication sont identifiées essentielles et les acteurs en développement social souhaitent plus de circulation d'une information pertinente et adaptée à leurs besoins d'intervention. »

Elle mentionne également un intérêt pour le travail collectif, confirme la nécessité d'actions concertées, et de pouvoir traverser les champs respectifs.

À notre avis, cette première partie de la vie du développement social tel qu'il est conçu actuellement a permis non seulement la mobilisation, mais également une plus grande conscience de la force du travail intersectoriel.





Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Local		Régional
<p>Objectifs 2000-2004</p> <p>Accroître la concertation aux paliers local et régional, la mobilisation intersectorielle et l'harmonisation des interventions de tous les partenaires concernés par le développement social de la Mauricie.</p> <p>Soutenir le développement et la réalisation de plans d'action locaux visant à contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la solution de problématiques sociales en Mauricie.</p> <p>Augmenter la participation sociale des citoyens touchés par la pauvreté et l'exclusion grâce à une mobilisation des acteurs intersectoriels et le déploiement d'une synergie réelle des ressources humaines et matérielles contribuant au développement régional et local.</p>	<p>Des comités intersectoriels de développement social dans les trois villes et les trois MRC.</p> <p>Un travail de diffusion d'information qui a insufflé un souffle nouveau au travail intersectoriel et une plus grande cohésion.</p> <p>Des projets de revitalisation à Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières et Shawinigan.</p> <p>Des projets de transport collectif dans les quatre territoires ruraux dont trois inscrits dans les pactes ruraux de MRC.</p> <p>Une démarche évaluative locale et régionale sur la structure de fonctionnement, la dynamique de développement social et l'atteinte des résultats.</p> <p>Un projet concerté et dénormé de formation à l'intégration sociale et socioprofessionnelle à La Tuque ciblant les personnes éloignées du marché du travail. Un troisième groupe visant les personnes de plus de 45 ans voit le jour en 2004.</p> <p>Des journées de concertation et de solidarité pour le travail en commun et sur l'emploi à Shawinigan et Trois-Rivières.</p> <p>Le soutien financier par le MESSF, par l'Agence de la santé et des services sociaux et par Centraide dans les projets de revitalisation.</p>	<p>Comités de travail</p> <p>Comité organisateur (CRDM, automne 2001) Stratégie de lutte contre la pauvreté (consultation).</p> <p>Comité de pilotage (2002-2005) Projet Évaluation approches intégrées en revitalisation</p> <p>Comité organisateur (2002-2003) Forum 2003</p> <p>Comité d'évaluation de l'entente et de la mise en œuvre (2001, 2003)</p> <p>Comité plan d'action</p> <p>Comité logement social (2002-2003) Réalisation : Portrait du logement social en Mauricie</p> <p>Comité Colloque de Centraide (2000) La mobilisation</p> <p>Comité Inter-régions (2003) Développement social des régions du Québec</p> <p>Actions</p> <p>Un fonds de développement social à Centraide depuis 2001, en vue de soutenir des initiatives de communautés qui rassemblent différents acteurs d'un même milieu et qui fait appel à la mobilisation.</p> <p>Des initiatives variées provenant des comités de travail sur les territoires : emplois, formations, exode des jeunes, isolement, transport, logement social, familles monoparentales, plan de développement social.</p> <p>Organisation d'un Forum régional</p>

<p>Mise en place d'un comité régional intersectoriel du transport collectif en milieu rural. Ce comité soutient les projets locaux et assure la cohésion des différents projets</p> <p>Formation par des rencontres portant sur plus d'une vingtaine de thématiques de développement social.</p> <p>Le projet Évaluation des trois projets en approches intégrées et durables de développement urbain et rural de Trois-Rivières, de Shawinigan et de la MRC de l'Érable mené par l'UQTR et financé par l'Agence de la santé et des services sociaux.</p>		<p>Définir les engagements des parties quant à leur implication et quant à celle de leurs partenaires dans la mise en œuvre d'actions concertées de développement social en Mauricie.</p>
---	--	---





2004-2006 : La consolidation dans la mouvance

À la lumière des rapports et des bilans disponibles, il semble que cette période ait été marquée par plus de mouvances en ce qui a trait au développement social compte tenu des changements survenus dans la gouvernance régionale. De plus, Mme Thériault notait une certaine croissance de la bureaucratie autant dans les niveaux locaux que régionaux ainsi que le peu de manœuvre des ministères régionaux dans le support aux organismes locaux. Elle déplorait aussi la dichotomie entre le social et l'économique encore très présente dans le milieu du développement en Mauricie. On doit également noter que cette période a été marquée par la fusion et la défusion des municipalités au Québec ce qui a créé un climat particulier. Aussi, la création des Conférences Régionales des Élus (CRÉ) a également changé la donne. En Mauricie, la CRÉ a innové en créant le Forum de la société civile, seule instance au Québec ayant cette structure.

Ceci étant dit, Mme Thériault observe également de belles réalisations, notamment :

- Le type de fonctionnement du comité régional de coordination, les liens qu'il permet de tisser entre le local et le régional, la solidarité et le climat qui y règnent, est une formule de gouvernance gagnante et mérite d'être conservé.
- La persévérance de plus d'une centaine d'acteurs locaux soutenant des actions communes intersectorielles et concourant à l'amélioration de la qualité de vie et à la participation des citoyens et des citoyennes de la Mauricie dans un contexte socioéconomique et politique souvent difficile.
- Des résultats tangibles de concertation et d'harmonisation se manifestaient entre les partenaires du Consortium et les collaborateurs par la circulation de données et d'informations diverses entre les organisations.
- La mise en place d'une Politique de développement social sur certains territoires.
- Les nouveaux partenariats au Consortium avec Centraide Mauricie, le ministère des Transports (MTQ), le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MLS) et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) viennent formaliser des collaborations déjà amorcées et s'avéreront positifs pour le soutien du local.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Objectifs 2004-2006	Local	Régional
<p>Accroître la concertation aux paliers local et régional, la mobilisation intersectorielle et l'harmonisation des interventions de tous les partenaires concernés par le développement social de la Mauricie.</p>	<p>Une formation sur le développement local : comité territorial des Chenaux.</p> <p>Une journée de solidarité à Shawinigan, réunissant plus de 80 décideurs, octobre 2004.</p> <p>Des consultations publiques sur les politiques de développement social à Trois-Rivières et à La Tuque ; sur le logement social à La Tuque et à Shawinigan.</p>	<p>Un site Internet interactif sur Les inégalités de santé et de bien-être en Mauricie et au Centre-du-Québec, phase II, Agence de la santé et des services sociaux, Réal Boisvert et Catherine Hallé, 2005, www.agencess04.qc.ca</p> <p>Un outil d'information distribué en 1 000 exemplaires comprenant une pochette d'information sur le développement social en Mauricie et trois fiches : Le Consortium, historique et réalisations, La participation sociale, Le développement social et les municipalités.</p>
<p>Soutenir le développement et la réalisation de plans d'action locaux visant à contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la solution de problématiques sociales en Mauricie.</p>	<p>Des comités intersectoriels de développement social dans chacun des territoires de MRC regroupant entre 15 et 30 acteurs locaux selon les territoires avec des plans d'action propre à chacun des territoires.</p> <p>Quelques faits saillants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le comité permanent de développement social de la Ville de Trois-Rivières mis en place en janvier 2006 s'est doté d'une ressource de coordination pour la mise en oeuvre du plan d'action de la Politique. • Le comité territorial de la MRC de Maskinongé trace un bilan positif des résultats de la 1ère année du plan d'action de la Politique de développement social de son territoire et la MRC avec l'enveloppe du pacte rural assure le coût de la ressource de coordination du comité. 	<p>Une formation régionale en développement durable (40 personnes) organisée conjointement avec des partenaires locaux, régionaux et provinciaux.</p> <p>Une rencontre régionale de formation sur la revitalisation urbaine offerte par le comité de coordination du projet de revitalisation de Trois-Rivières et l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).</p>
<p>Augmenter la participation sociale des citoyens touchés par la pauvreté et l'exclusion grâce à une mobilisation des acteurs intersectoriels et le déploiement d'une synergie réelle des ressources humaines et matérielles contribuant au développement régional et local.</p>	<p>Le comité permanent de développement social de la Ville de Trois-Rivières mis en place en janvier 2006 s'est doté d'une ressource de coordination pour la mise en oeuvre du plan d'action de la Politique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le comité territorial de la MRC de Maskinongé trace un bilan positif des résultats de la 1ère année du plan d'action de la Politique de développement social de son territoire et la MRC avec l'enveloppe du pacte rural assure le coût de la ressource de coordination du comité. 	<p>Une alliance prometteuse pour la Mauricie avec le partenariat des deux comités régionaux en développement social de la Mauricie et du Centre-du-Québec avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).</p> <p>Tournée de présentation dans les territoires des données récentes du portrait des inégalités de santé et de bien-être en Mauricie, par Réal Boisvert.</p> <p>Consultation portant sur l'économie sociale et les liens avec le développement social auprès d'une vingtaine d'acteurs locaux et régionaux.</p>
<p>Définir les engagements des parties quant à leur implication et quant à celle de leurs partenaires dans la mise en oeuvre d'actions concertées de développement social en Mauricie.</p>		<p>Présentation du développement social régional lors de la première Journée annuelle régionale en santé publique en 2005</p>

<ul style="list-style-type: none"> • Le comité de développement social de la MRC de Mékinac a récemment débuté les travaux qui conduiront à la mise en place d'une politique de développement social pour le territoire. Un partenariat financier entre la MRC, le CLD, Emploi-Québec, Centraide Mauricie et la Commission scolaire de l'Énergie a permis l'embauche d'une agente de projet. Une consultation publique s'est tenue en avril et mai. • Le comité territorial de la MRC des Chénoux a élaboré une nouvelle organisation afin de réaffirmer sa volonté de soutenir le comité et son fonctionnement. • Les projets de covoiturage et de transports collectifs dans les MRC des Chénoux, de Maskinongé, de Mékinac et du Haut-St-Maurice ont présenté des bilans positifs. • Les projets de revitalisation urbaine de Trois-Rivières et de Shawinigan ont généré plusieurs projets favorisant la participation citoyenne. 	<p>Participation à un groupe de travail de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pour la mise en place d'une formation de 2e cycle en intervention communautaire.</p> <p>Participation aux rencontres du comité conseil du projet PICOM de l'UQTR.</p> <p>Accroissement du fonds annuel de développement social de Centraide Mauricie à 50 000 \$ pour 2005-2006.</p>
--	--





2006-2010 : La communication et la mise en place d'actions régionales en soutien aux actions locales

Cette période de la vie du Consortium est marquée par deux dominantes claires : les communications et les actions concrètes de développement. Le travail amorcé par Mme Thériault en terme de communication et d'actions ont été repris par les deux coordonnatrices qui lui ont succédé. Ainsi, la compréhension et la place du développement social se sont de plus en plus affirmées au fil du temps. Dans cet esprit, le Consortium s'est même doté d'une ressource en communication pour arriver à ses fins à ce niveau et de deux plans de communication. Le premier plan de communication met en lumière la nécessité de mieux faire circuler l'information entre les partenaires. Les années 2009-2010 ont été marquantes à cet effet avec la création d'un bulletin électronique distribué à environ 300 personnes de la région trois fois par année, la mise en ligne d'un site web et l'utilisation des médias sociaux, entre autres. Au niveau des actions, la mise en place de comités de travail en transport collectif, en habitation et en sécurité alimentaire ont permis l'émergence de projets et de réalisations novatrices (voir tableau ci-joint).

De plus, un événement marquant pour la région, auquel de nombreux partenaires ont contribué fut le Forum Citoyen Mauricien sous la coordination du Centre de formation communication de la Mauricie. Ce fût un événement qui a rassemblé tout près de 3 000 personnes des quatre coins de la Mauricie et de domaines très diversifiés. Le Forum s'est conclu par une déclaration citoyenne (voir annexe) qui démontre clairement les enjeux qui préoccupent les citoyens de la Mauricie. L'ensemble des membres du Consortium a été impliqué dans cet événement qui a permis de créer, consolider ou développer de nouveaux partenariats et collaborations. Le Consortium a accepté de promouvoir les valeurs de la déclaration citoyenne en lien avec le développement social en travaillant en collaboration avec la CRÉ. Pour ce faire, un comité de travail nommé « comité développement citoyen » s'est formé et a conçu Bouche-à-Oreille™ un jeu de débats sur la citoyenneté.

Les perspectives et les actions ont été réactualisées lors d'une rencontre bilan avec les membres du comité de coordination en 2009. Les participants ont souhaité consolider les actions en cours par les comités de travail, le soutien aux comités locaux et les efforts en terme de communication.



Plan d'action concerté 2010-2013

Objectifs 2006-2010	Local	Régional
<p>Poursuivre et développer la concertation intersectorielle des organisations locales et régionales.</p>	<p>Comités de développement social dans chacun des territoires de ville ou de MRC, sauf à Shawinigan. Ces comités regroupent de 15 à 40 personnes et représentants d'organismes. Quelques faits saillants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Ville de Trois-Rivières s'est dotée d'un fonds de 65 000 \$ pour des projets de développement social. • Comité de lutte à la pauvreté du Cap-de-la-Madeleine : la table en sécurité alimentaire s'est consolidée et a mis sur pied un projet (Se nourrir, agir et se développer) qui a permis d'engager une organisatrice communautaire qui travaillera avec les organismes. Ce projet a été régionalisé en 2010. Le comité de lutte à la pauvreté a présenté une formation sur l'intervention auprès des gens en détresse sociale et psychologique. • Le comité territorial de la MRC de Maskinongé vient de faire le bilan de l'année 3 de la Politique de développement social. Trois bons coups ont été soulignés, soit la mise en place de la radio communautaire 103,1 CH20, celle de la Corporation de transport collectif de la MRC de Maskinongé et de la Maison familiale rurale. La Corporation de développement communautaire coordonne toujours le comité territorial avec l'appui de la MRC. Le comité territorial a organisé la Journée Trait d'union visant à favoriser le réseautage des organisations à l'automne 2006. Un boffin des services a été produit. En 2008, pour leur 2e plan d'action de la politique en développement social, les trois principaux axes sont la concertation, l'arrimage et le développement. Les deux actions prioritaires sont la consolidation du transport collectif et la radio communautaire. Ils ont également été choisis comme projet-pilote par l'équipe rurale du gouvernement fédéral. • La MRC de Mékinac a adopté en juin 2007 le plan d'action découlant de la Politique de développement social. La MRC a organisé en avril 2007 un forum régional sur le développement économique, social et communautaire. La majorité des municipalités sont représentées par un citoyen. Trois projets ont été amorcés en 2008-2009 : la « Foire des municipalités » vise à faire une tournée des municipalités, « Éveil à la conscience sociale chez les enfants » s'adresse aux jeunes du primaire et se présente sous forme de rencontres dans les classes, « Rentrée scolaire accessible » vise à mettre en place des actions afin de diminuer les coûts associés à la rentrée scolaire pour l'ensemble de la population. 	<p>Comités de travail du Consortium Sécurité alimentaire (2008); Organisation de 3 journées régionales sur le thème de la sécurité alimentaire. Création d'un répertoire des organismes offrant des services d'aide alimentaire en Mauricie.</p> <p>Habitation (2008) : Étude en collaboration avec la CRÉ et la SHQ : Portrait de l'habitation en Mauricie : besoins, bilan et perspectives en 2010.</p> <p>Transport collectif : L'étude sur le transport collectif interterritorial a été amorcée en septembre et devait se terminer en avril 2009. L'animation et la coordination ont été assumées par l'agente de la CRÉ ainsi que la coordonatrice du Consortium jusqu'en septembre 2009. La CRÉ assume maintenant entièrement la coordination du comité</p> <p>Développement citoyen (2009) : Promotion des suites du Forum citoyen mauricien par la tenue d'une conférence de presse, de l'organisation de la tournée du Livre citoyen et de la création du jeu et de la trousse d'animation pour les groupes Bouche-à-Oreille MC/TM</p>
<p>Mobiliser les acteurs de développement social autour d'une vision et d'actions communes répondant aux besoins aux niveaux local et régional.</p>		
<p>Harmoniser les interventions de tous les partenaires œuvrant en développement social.</p>		
<p>Soutenir la mise en œuvre des plans d'action locaux.</p>		

<p>Actions</p> <p>Mise en ligne du site web : www.consortium-mauricie.org</p> <p>Création et publications du bulletin d'information L'ÉmerGens</p> <p>Participation à l'organisation du Forum Citoyen Mauricien</p> <p>Création de l'image corporative du Consortium : logo, dépliant, etc.</p> <p>Création d'une liste de diffusion</p> <p>Représentations dans les chambres de commerce, SCAF, Forum de la Société Civile de la CRÉ, comité de travail du Plan quinquennal, Démarche des Premiers Quartiers, etc</p> <p>Présentation du Consortium :</p> <p>Agence de la santé et des services sociaux, Table des Préfets de la Mauricie, Comités Territoriaux, etc.</p> <p>Organisation de 2 lac-à-l'épaule.</p> <p>Participation à la consultation pour le 2e plan de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le comité territorial de la MRC des Chenaux a mis en place des comités de travail : communications, jeunesse et rétention de la population. Le Comité réaffirme son soutien au covoiturage et tente de favoriser la mise en place d'un projet de transport collectif rural. En 2008, le comité de développement social s'est doté d'une agente de développement pour une période de un an. L'année a été marquée par la tournée « La petite séduction » organisée par la CDC. De plus, des portraits statistiques de chacune des municipalités de la MRC ont été produits ainsi qu'une journée de formation, organisée dans le cadre de la Semaine de l'emploi, sur la relève dans les organismes communautaires et la performance par le plaisir. Finalement, du travail est également effectué afin de créer une coopérative d'habitation sur le territoire. La Maison de répit découlant de la démarche de la Revitalisation Quartiers Saint-Marc et Christ-Roi de Shawinigan a été inaugurée en mars 2007. La politique de développement social de la ville et ses partenaires a été élaboré en 2008-2009 et été adoptée par le conseil de ville en septembre 2009. Le comité de travail a poursuivi ses actions par l'élaboration d'un plan d'actions. La Démarche des Premiers quartiers de Trois-Rivières a fusionné son centre administratif de Trois-Rivières et de Cap-de-la-Madeleine. Participe et met en œuvre plusieurs projets, dont la mise en place d'un réseau national des démarches de revitalisation intégrées. En 2009, la démarche a été reconnue comme « collectivité éclairée » par le réseau pancanadien Collectivités dynamiques et a travaillé à la mise en place d'une communauté de pratique en collaboration avec six autres projets de revitalisation à travers le Québec. De plus, en collaboration avec ÉCOF, la Démarche est devenue propriétaire d'une auberge de jeunesse qui deviendra une entreprise d'économie sociale employant 3 personnes. Finalement, le Communogym a officiellement ouvert ses portes. Le comité de développement social du Haut Saint-Maurice en collaboration avec le CLD du Haut Saint-Maurice s'est doté d'un fonds de développement social de 25 000 \$. En 2008 a été adoptée la politique de développement social. Le comité a également mis sur pied un comité en sécurité alimentaire et appuie activement sur le dossier du logement, particulièrement au niveau des aînés avec la phase 2 du projet « Renaissance » entraînant la construction de 17 logements supplémentaires. 	
--	--	--



Historique des démarches territoriales

Comité de développement social du Haut St-Maurice

Par Guylaine Asselin

Initié par le Centre local d'emploi de La Tuque, le Centre local de développement et le Centre de santé et de services sociaux du Haut Saint-Maurice, le comité local en développement social a vu le jour au début 2001. Cette nouvelle forme de partenariat multisectoriel s'inscrit à l'intérieur d'une démarche mauricienne, celle du Consortium en développement social de la Mauricie, mais également, dans une orientation présente à l'échelle du Québec.

Depuis les premiers balbutiements, le Comité de développement social du Haut Saint-Maurice est considéré comme très actif. Ce dynamisme évident provient du fait que ses membres croient à la force du partenariat et le manifestent à travers leurs actions. Ainsi, dans un esprit de collaboration et de respect mutuel, ils parviennent à mettre en place et développer diverses stratégies dans l'objectif de donner une réponse aux besoins de la population.

Imprégnés de leur propre vision du développement social, qui consiste en « la mise en place de mécanismes favorisant la qualité de vie et la valorisation des individus et de la collectivité dans une stratégie de coopération des partenaires du milieu », les partenaires du développement social mettent l'épaule à la roue et travaillent ensemble au développement de notre collectivité.

En continuelle évolution, les motifs de concertation passent par la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale, l'amélioration des conditions de vie, la valorisation des ressources humaines, la qualité de vie et le mieux-être, mais également par l'harmonisation, la citoyenneté, l'occupation dynamique du territoire et les liens indissociables entre l'économique et le social.

Toutefois, une même constante, la volonté de travailler ensemble autour de ces grands thèmes :

- L'accès à des ressources
- L'augmentation du sentiment d'appartenance et de fierté
- La participation sociale active

De plus, outre cette approche de concertation, les activités sont portées par une politique de développement social dont s'est doté le territoire. L'adhésion de plus de treize partenaires à cette politique est soudée par un protocole d'entente faisant que le développement social devient pour plusieurs, un incontournable du développement durable et intégré de la communauté.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Nos bons coups :

- Soutien à l'implantation du site collégial à La Tuque.
- Implantation du service de transport collectif.
- Accessibilité des services de formation à l'intégration sociale et socioprofessionnelle par la mise en place du Pavillon Mon avenir.
- Élaboration d'une politique de développement social pour le territoire du Haut Saint-Maurice.
- Rencontre publique sur les programmes d'habitation et adhésion de Ville La Tuque au projet Réno-Québec.
- Soutien au développement du Complexe d'habitation Le Renaissance (phase 2 et 3 à venir).
- Étude des besoins réalisée par le comité habitation, projet de développement d'un édifice de 20 logements.
- Création d'un fonds en développement social au CLD.
- Support à la mise en place d'un Service d'accueil des nouveaux arrivants.
- Concertation en sécurité alimentaire et réalisation d'un projet pour combler les besoins durant les périodes estivales.
- Implantation de coopératives de solidarité : Coopérative ETC, de Lac Édouard et Parent.
- Projets d'aménagement urbain et de revitalisation du centre-ville.
- Accessibilité d'une travailleuse sociale à Parent et d'un agent de développement.
- Politiques municipales familiale et culturelle.
- Soutien aux projets d'animatrice de milieu et de soutien en HLM et La Tuque en forme et en santé 0-17 ans.
- Soutien au Tam-tam communautaire.
- Plan de communication et réalisation de rencontres auprès des élus, de la Chambre de commerce et d'industrie.
- Participation aux activités régionales au niveau du comité de coordination du Consortium en développement social de la Mauricie, du comité développement citoyen, du comité logement.
- Etc.





Comité territorial en développement social de Shawinigan

Par Lucie Carrier

La mobilisation locale suscitée lors du grand rassemblement à l'Auberge Grand-Mère en 1997 pour le Forum sur le développement social «Agir solidairement» avec M. Robert Rodrigue président du Conseil de la santé et du bien-être a permis de constater que bon nombre d'acteurs à Shawinigan partageaient une même préoccupation face à la pauvreté qui n'a de cesse de prendre de l'ampleur. La réflexion territoriale porte déjà sur la participation citoyenne et la mobilisation de tous les milieux comme stratégies de renouvellement du développement social.

Peu de temps après, Cécile Thériault, organisatrice communautaire au Centre de santé et de services sociaux quitte son terrain de concertation locale du Centre-de-la-Mauricie pour assumer la coordination en développement social au Conseil régional de développement de la Mauricie à l'origine du Consortium en développement social de la Mauricie. Mme Thériault mise sur le terreau fertile de concertation à Shawinigan pour poursuivre la démarche de réflexion et d'appropriation des valeurs du développement social pour soutenir la communauté.

L'an 2000 s'amorce avec de grandes confrontations fortement médiatisées opposant des visions différentes en matière de développement, l'éternelle opposition entre l'économique et le social.

De grands acteurs du territoire s'associent alors pour porter la sensibilisation en développement social, pour influencer et faciliter des actions en développement social. On reconnaît les préoccupations des leaders tels les Renald Turcotte (Centre de santé et de services sociaux), Luc Arvisais (CLD de Shawinigan), Francine Bonicalzi (Collège Shawinigan), France Cormier (Corporation de développement communautaire) et la mairesse de Shawinigan Mme Lise Landry ainsi que des alliés. C'est alors que Lucie Carrier (Centre de santé et de services sociaux) au local pour la coordination, et au régional : Cécile Thériault (Consortium en développement social Mauricie), Pierre Laurence (consultant) et Jean-Maurice Roy (Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec) se joignent au mouvement!

Avec grande fierté, le comité territorial fait des gains importants : la mairesse de la ville est partie prenante des démarches et des réflexions en développement social, une première en région. Une lune de miel s'annonce!

Peu de temps après son implantation, le comité territorial en développement social s'enrichit de nouveaux partenaires leaders dans la communauté : les Julie Laforme (Carrefour Jeunesse Emplois), Gilles Martel (Chambre de commerce), Michel Angers (CSN) et André Garant (MRC du Centre-de-la-Mauricie). Les leaders se donnent une vision, un mandat, un plan d'action. On se dit comité Durable (durable parce qu'on va durer longtemps tellement il y a à faire...) plutôt parce que les leaders veulent faire des actions de développement avec des approches intégrées et durables.

Si certains quittent pour une retraite ou une grossesse, d'autres succèdent ou s'ajoutent au comité avec la même vigueur à vouloir soutenir des actions concertées et intégrées en lutte à la pauvreté : Pierre Lavigne (Sécurité sociale), Guy Poudrier (Centre de santé et de services sociaux), Daniel Béliveau (économie sociale au CLD), Louise Trudel (Collège Shawinigan), France Beaulieu (Ville de Shawinigan)...

Le comité territorial en développement social organise une première Journée Solidarité en 2002. Ce premier rendez-vous veut faire état des actions déjà concertées en matière de développement social et de soutien aux populations vulnérables



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

découlant des réflexions engendrées par la consultation (Ne laisser personne de côté), des revendications du Collectif pour un Québec sans pauvreté et autres. Cette Journée Solidarité cible des priorités d'actions où le partenariat est incontournable.

Par ailleurs, le comité territorial initie une démarche de revitalisation de quartier où les valeurs prônées de participation citoyenne sont mises de l'avant au profit d'une recherche de mobilisation des populations des quartiers St-Marc et Christ-Roi particulièrement affectés par la vulnérabilité. Une vaste enquête conscientisante (2002) met la table à la Grande consultation (2003) des citoyens et acteurs de ces quartiers. C'est la naissance de la Revitalisation des quartiers d'où origine la Maison de répit, le Journal de quartier, les fêtes de quartier et autres. Et le comité territorial en développement social de Shawinigan rencontre officiellement le nouveau conseil de ville fusionné de Shawinigan. Ah la lune de miel!!!!!!

Le comité mobilise à nouveau de nombreux acteurs lors de la 2e Journée Solidarité en 2004. Ensemble, les acteurs de tous les secteurs d'activités se font une prise de conscience à partir d'un portrait territorial particulièrement révélateur de la vulnérabilité de nos populations. Le milieu amorce alors une belle concertation et réclame rien de moins qu'un Sommet! Une grosse affaire! Une grande mobilisation et une grande concertation en 2005!

Le sommet est trop haut et d'autres enjeux s'affrontent en peu de temps : peu de connivence avec la firme de consultants engagée pour le Sommet, tensions entre la ville et le CLD, notamment au regard de la représentativité de la société civile dans la structure et les mandats du CLD. Bref, exit le Sommet 2005. Et exit la commission en développement social au CLD, le milieu se concentre sur l'économique. Exit par la même occasion le comité territorial en développement social. Ainsi, le territoire devient orphelin.

Mais il faut être patient! Encore plus patient que ça. Et un peu délinquant. Le milieu maintient quand même son adhésion et sa participation au Consortium en développement social Mauricie par la participation de France Cormier et de Lucie Carrier, sans comité local pour soutenir la concertation et les réalisations.

Patient assez longtemps pour qu'arrive le programme «Approche territoriale intégrée» pour lutter contre la pauvreté venant du Fonds québécois d'initiatives sociales en 2008. Avec un petit peu de budget, les leaders toujours préoccupés par le développement social peuvent enfin se donner une porte d'entrée pour amener la Ville de Shawinigan à se conformer à son décret et à rédiger une politique de développement social. Solidairement, les leaders se mobilisent aussi pour réclamer une politique en développement social intégrée de Shawinigan et de ses partenaires. Les leaders veulent même que soit désigné d'office un comité de suivi avec l'adoption de la politique... On reconnaît parmi ces leaders : France Cormier (Corporation de développement communautaire), Lucie Carrier (Centre de santé et de services sociaux), Josette Allard Gignac (Conseillère municipale Ville de Shawinigan), Denis Brodeur (Ville de Shawinigan), Lyne Baril (CLE de Shawinigan), Gilles Lafrenière (CLD de Shawinigan), Marie-Denise Prud'Homme (Consortium en développement social Mauricie) et Denise Lafond (Centre d'éducation des adultes du St-Maurice). En cours de route, d'autres partenaires se mobilisent et apportent leur expertise : Pascale Fraser (Carrefour jeunesse emploi), Annick Bellerive (Collège Shawinigan) et Robert Adam (Commission scolaire de l'Énergie).

Fraîchement adoptée en 2009, c'est maintenant au nouveau maire de Shawinigan Michel Angers et à la conseillère municipale Josette Allard Gignac de se porter garants de la mise en œuvre d'un plan d'action en développement social avec l'assistance de M. Donat Gingras à titre d'agent de mobilisation et des partenaires du milieu. Une bien belle lune de miel s'annonce...

Quelques réalisations majeures au cours des 10 ans

- Création et implantation de l'organisme Revitalisation Quartiers St-Marc / Christ-Roi avec sa démarche d'enquête conscientisante pour définir les besoins de la population et les réponses escomptées, la mise en œuvre de la Maison de répit pour les familles, l'animation du quartier par des fêtes et autres activités de rassemblement ou de mobilisation, les laboratoires de participation citoyenne, etc. Les démarches de revitalisation intégrée sont inclusives, territorialisées, globales, intersectorielles, participatives, pérennes et professionnelles. L'objectif est l'amélioration de la qualité de vie des



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

citoyens et citoyennes à partir de la dynamique locale, en travaillant de manière concertée entre les partenaires intersectoriels et multi-réseaux et en s'appuyant sur la participation citoyenne à toutes les étapes du processus.

- Appropriation des valeurs du développement social par les organismes communautaires du territoire, lesquels ont intégrés de plus en plus les processus préconisés en développement social à l'intérieur de leurs services et organisations ou ont développé de nouveaux services intégrant la participation citoyenne pour répondre aux besoins des populations défavorisées. Diverses consultations auprès des populations vulnérables telles celle portant sur les besoins des familles monoparentales et celle portant sur les habiletés sociales des enfants en contexte de pauvreté dans un quartier ciblé, ont permis d'orienter judicieusement des services ou des stratégies. Des nouveaux services ont vu le jour pour faire écho aux principes et valeurs en développement social tels que l'Accorderie et le plateau d'intégration sociale du Centre Roland-Bertrand, accueil aux nouveaux arrivants, etc.
- Réalisation de 2 journées de sensibilisation de l'ensemble des acteurs locaux aux valeurs du développement social et interpellant la solidarité du milieu envers les populations défavorisées. Ces journées sont connues sous le titre de «Journée Solidarité». La présentation de portraits populationnels par quartiers et par secteurs municipaux et municipalités rurales ont permis d'éveiller des consciences et d'orienter des actions.
- Journée de sensibilisation à la pauvreté et à l'exclusion sociale «Voir d'un autre œil» organisée par la Table réseau Enfance Jeunesse Famille et Santé publique du CSSS de l'Énergie et faisant le lien avec le développement social. Cette journée a initié un bulletin de liaison «L'INCLUSIF» dédié à l'ensemble des acteurs du territoire au regard de l'inclusion et de l'accompagnement des populations vulnérables et défavorisées. De plus, une mobilisation des acteurs du territoire est amorcée par l'implication de personnes pivots afin de soutenir les démarches et les actions d'inclusion et d'accompagnement de ces populations. Cette cible est reconduite dans le plan d'action 2011-2015 du projet Clinique du CSSS de l'Énergie et de sa table réseau Enfance Jeunesse Famille et Santé publique et de ses partenaires.
- Implantation d'un service de transport collectif reliant aux circuits urbains de transport en commun les secteurs ruraux de la Ville de Shawinigan par le biais de taxis-bus.
- Implantation des actions de Québec en forme en milieu scolaire et mobilisation des partenaires locaux Shawi en forme dans des actions dédiées aux communautés défavorisées et pour élargir la cible de soutien à l'activité physique et à la saine alimentation.
- Les valeurs et les processus préconisés par le développement social ont aussi teinté largement les actions concertées du comité des partenaires du quartier St-Marc et de l'Équipe de quartier. Plus spécifiquement, une série d'activités vise à soutenir l'intégration des enfants à la maternelle par le développement des habiletés requises pour intégrer le milieu scolaire et soutenir la réussite scolaire. Les activités ciblent particulièrement le soutien au développement global des enfants de moins de 5 ans des quartiers St-Marc et Christ-Roi notamment au regard des problématiques du langage, du développement psychomoteur et de la socialisation dans des groupes de pairs. Ces activités et les stratégies de convergence et de réinvestissement impliquant un ensemble de partenaires du quartier sont soutenues par le Fonds Avenir d'enfant.
- Adoption de plusieurs politiques dont la «Politique de développement social de Shawinigan et ses partenaires», la «Politique culturelle de Shawinigan», la «Politique cadre en loisirs, sport et plein air de Shawinigan», ainsi que la révision de la «Politique familiale de Shawinigan» pour inclure la dimension «Municipalité amie des aînés»
- Concertation en sécurité alimentaire et constitution d'un comité local en lien avec le comité régional en sécurité alimentaire du Consortium en développement social Mauricie.
- Participation aux réflexions et aux actions du Consortium en développement social Mauricie, dont la mobilisation du territoire dans les démarches pour constituer et s'approprier le «Portrait régional en habitation de la Mauricie » et des suites à y donner.
- Soutien à la réalisation et aux suites du Forum citoyen mauricien et à l'actualisation de la Déclaration citoyenne.



Comité territorial de développement social de Mékinac (CTDSM)

Par Jean-Claude Landry et Donat Gingras

2000 – 2002

Deux dossiers traités en priorité par le comité de développement social Mékinac :

Le développement d'un service de transport collectif en lien avec le service de transport adapté de Mékinac ;

La pénurie de main-d'œuvre sur les grandes fermes laitières.

AUTOMNE 2002 – HIVER 2003

Relance du comité territorial de développement social sous la présidence de M. Herman Trudel dûment mandaté par le CLSC-CHSLD.

Les membres font le constat que, en dépit des nombreuses tables de concertation existantes dans le territoire, la concertation en matière de développement social reste à bâtir au sein de la MRC et expriment le souhait que la table territoriale en développement social constitue « la table des tables ». Les membres soulignent également l'importance d'un arrimage adéquat avec les municipalités et la MRC.

Les membres du comité font consensus sur l'importance de se doter d'une vision commune du territoire et de réaliser des projets concrets et visibles autour de deux axes prioritaires de travail à savoir : 1) la qualité de vie au sein de la MRC Mékinac et 2) les initiatives de « formation-information-communication ». Constitution de deux groupes de travail responsables d'identifier un ou plusieurs projets en lien avec ces axes prioritaires.

PRINTEMPS – ÉTÉ 2003

Le comité de travail sur la qualité de vie au sein de la MRC propose au comité territorial de porter son attention sur l'avenir des écoles de village dans le territoire et élabore un plan d'action sur la question comprenant notamment des interventions auprès de la Commission scolaire de l'Énergie.

Le comité de travail « formation-information-communication » convient de trois mandats : 1) Développer le sentiment d'appartenance à la MRC de Mékinac 2) Acquérir une meilleure connaissance de la réalité des municipalités en vue d'évaluer les besoins éventuels de formations ou autres dans un objectif de développement économique et social 3) Favoriser la communication entre les divers organismes et la diffusion de l'information auprès de la population par l'utilisation d'un outil déjà existant ou à développer.

AUTOMNE 2003 – HIVER 2004

Des démarches et consultations sont faites auprès des commissaires d'école et des différents intervenants de la Commission scolaire de l'Énergie.

Le comité de travail « formation-information-communication » poursuit ses travaux en vue de la réalisation du projet « Semaine de Mékinac » visant à développer un sentiment d'appartenance à la MRC de Mékinac.

Adoption d'un libellé de mission pour le CTDSM : « Travailler en concertation et de façon intersectorielle à la réalisation d'activités, d'événements ou de projets contribuant à favoriser le meilleur développement du potentiel des personnes



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

par leur participation active à la vie sociale et communautaire et leur appropriation d'une juste part de l'enrichissement collectif et à faire progresser socialement, culturellement et économiquement la collectivité et cela dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable soucieux de justice sociale.

PRINTEMPS- ÉTÉ 2004

Finalisation des préparatifs et réalisation de la Semaine de Mékinac (mai 2004) et publication d'un cahier spécial dans l'Hebdo Mékinac Des Chenaux vantant les acquis du territoire de Mékinac et saluant le dynamisme des gens qui s'y impliquent.

AUTOMNE 2004 – HIVER 2005

Trois priorités de travail sont retenues pour la prochaine année : élaboration d'une politique de développement social, tenue d'une deuxième semaine Mékinac et veille sur le réseau scolaire local.

Formation d'un large comité de coordination (CDC, CLD, MRC, CSSS, Commission scolaire, Emploi-Québec, Sécurité de revenu, SADC, CJE) responsable de la démarche d'élaboration d'une politique de développement social pour fins d'approbation ultérieure par le comité territorial.

PRINTEMPS 2005 – HIVER 2006

Démarche d'élaboration d'un projet de politique de développement social et réalisation d'une vaste opération de consultation citoyenne par une chargée de projet, Mme Angèle-Anne Brouillette, spécifiquement embauchée à cette fin, consultation devant conduire à l'élaboration d'une politique de développement social à être soumise, aux fins d'adoption, au conseil des maires de la MRC.

Rencontre de tous les conseils municipaux de la MRC de Mékinac pour y présenter les principaux éléments de contenu de la proposition de politique de développement social et recueillir leurs questions et commentaires.

PRINTEMPS – ÉTÉ 2006

Adoption par le Conseil des maires de la MRC de Mékinac de la politique de développement social.

AUTOMNE 2006- HIVER 2007

Démarche d'élaboration d'un plan d'action, via une tournée systématique des organismes du territoire, réalisée par une agente de développement, Mme Émilie Roy-Element, visant à actualiser concrètement la politique de développement sociale adoptée par le conseil des maires durant l'été 2006.

PRINTEMPS – ÉTÉ 2007

Tenue le 21 avril d'un forum territorial socio-économique regroupant l'ensemble des leaders du milieu. Adoption à cette occasion des projets prioritaires qui apparaîtront au Plan d'action en développement social 2007-2010 de la MRC de Mékinac. Adoption de ce plan par les maires de la MRC le 20 juin 2007.

AUTOMNE 2007 – HIVER 2008

Tenue d'un «lac à l'épaule» du comité territorial afin de faire le point sur les réalisations du CTDSM depuis sa création, analyser les perspectives en développement social, déterminer quelques priorités de travail et préciser les modalités opératoires du comité tant au plan de sa composition que de son fonctionnement.

PRINTEMPS – ÉTÉ 2008

Adoption de nouvelles règles de fonctionnement. De « table des tables » regroupant les organismes à vocation sociale œuvrant dans le milieu, le Comité territorial devient une « table des tables élargie » composée des mêmes organismes auxquels s'ajoutent dorénavant des citoyens provenant de chacune des 10 municipalités de Mékinac. Aussi, mise en place de comités de travail pour définir plus à fond deux pistes de projets mobilisateurs : Éveil de la conscience sociale



chez les jeunes dès le primaire et Foire des villages. On commence à parler des « Paniers de la rentrée ».

AUTOMNE 2008 – HIVER 2009

Poursuite des travaux autour des projets « mobilisateurs » et intégration du projet « Les paniers de la rentrée » au projet Éveil à la conscience sociale chez les jeunes via le volet environnement lié à la récupération des articles scolaires.

PRINTEMPS - ÉTÉ 2009

Réalisation de l'activité « Les paniers de la rentrée », 1^{ère} édition

AUTOMNE 2009 – HIVER 2010

La problématique des disponibilités de places de garde dans le territoire, notamment pour les poupons, fait l'objet de discussions au sein du comité territorial. Adoption d'un mécanisme pour des prises de position du comité territorial sur des questions ou des situations susceptibles d'avoir un impact sur une partie ou sur l'ensemble des citoyens de la MRC. Suite aux élections municipales, décision d'effectuer une tournée des conseils municipaux afin de présenter le comité de développement social, son histoire, ses objectifs, ses réalisations et ses projets.

PRINTEMPS – ÉTÉ 2010

Tournée des conseils municipaux pour présenter le CTDSM. Décision de faire le bilan du plan d'action en développement social. Réalisation de l'activité « Une rentrée accessible » 2^e édition. Échanges sur le processus à mettre en place pour définir un prochain plan d'action triennal. Rencontre du président du CDSM avec le directeur général de la MRC Mékinac. Tenue d'un atelier territorial sur l'état de l'habitation dans le territoire de Mékinac dans le cadre d'une consultation régionale initiée par le Consortium en développement social de la Mauricie.

AUTOMNE 2010

Le Comité territorial entreprend les travaux qui conduiront à l'établissement d'un nouveau plan d'action pour 2011-2014. Il est établi que ce dernier sera centré sur quatre enjeux : les services de proximité, la lutte à la pauvreté et à l'isolement social, le déséquilibre démographique et le développement d'une mentalité de fierté.





Comité territorial de développement social Des Chenaux (CDSDC)

Par Jean-Claude Landry

2001-2002

En décembre 2001, 21 personnes représentant 17 organismes ou institutions oeuvrant dans le territoire des Chenaux tiennent une rencontre pour discuter de l'opportunité de mettre en place un comité de développement social dans le territoire des Chenaux. Au terme de celle-ci, le comité de développement social des Chenaux est formellement constitué et deux personnes sont désignées à titre de présidente et secrétaire du comité.

En janvier 2002, les membres du nouveau comité de développement social des Chenaux déterminent les trois priorités de travail du CDSDC, lesquelles seront portées par trois sous-comités spécifiquement formés à cette fin : le transport collectif, l'exode des jeunes et l'isolement social de certaines catégories de citoyens.

Au niveau de la problématique de l'isolement, un bottin des ressources communautaires et socio-économiques est produit et remis à l'ensemble des organismes et institutions oeuvrant au sein du territoire de la MRC des Chenaux afin de desservir le mieux possible les personnes souffrant d'isolement.

Concernant l'exode des jeunes, une enquête est menée sur la nature et l'impact du phénomène au sein du territoire. Au plan du transport, une analyse des difficultés que pose l'absence de transport collectif au sein du territoire des Chenaux est produite et présentée au Conseil des maires de la MRC des Chenaux. La pertinence de la mise en place d'un service de transport collectif ne fait pas l'unanimité au sein du conseil des maires.

2003- 2004

Le comité de travail sur le transport collectif travaille à la mise sur pied d'un service de covoiturage à l'intention des résidents et résidentes du territoire des Chenaux. Une ressource est embauchée.

Le comité s'associe au Consortium en développement social de la Mauricie pour faire un portrait sommaire de la situation du logement social dans le territoire de la MRC des Chenaux, il en ressort que le territoire Des Chenaux offre une bonne quantité de logements sociaux pour les personnes âgées mais est déficient pour les familles.

Des démarches sont entreprises en vue d'incorporer le CDSDC.

À la demande de plusieurs acteurs du milieu, le Comité de développement social des Chenaux organise en septembre une journée d'appropriation des notions du développement local visant à développer une pensée commune en clarifiant les concepts en développement local et permettre aux acteurs locaux d'échanger quant à leur capacité de mobilisation.

Le Service de covoiturage des Chenaux destiné à faciliter le transport des personnes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire est officiellement lancé en septembre 2004.

2005 -2006

Sondage auprès des membres dans le cadre d'un exercice de révision de la mission du CDSDC, des ses priorités de



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

travail, de ses modalités de fonctionnement et de sa structure organisationnelle.

La mission est ainsi définie : « Dans une optique de prise en charge de la population par elle-même et de renforcement de son pouvoir d'action, le comité a pour mission de développer une vision commune et créer des occasions de partage et de concertation afin d'assurer les liens entre les organisations, d'initier et de soutenir des actions complémentaires en développement social qui favorisent la qualité de vie des citoyens et citoyennes.»

Les priorités établies sont les suivantes : rétention de la population, développement du lien d'appartenance, transport des personnes, les tables jeunesse, les communications avec la population.

Au niveau de la structure du comité de développement social il est convenu de former un nouveau comité de coordination composé des organismes suivants : CLE, CSSS, CLD, SADC, CDC, et CJE.

Sur recommandation du comité de coordination il est convenu de révoquer l'incorporation du CSDC tout en maintenant le fonctionnement du comité, ses mandats et activités.

2007-2008

Révision de la composition du comité de coordination présidée dorénavant par la personne occupant la présidence de la Corporation de développement communautaire des Chenaux à laquelle s'associent deux vices-présidences, l'une provenant du milieu institutionnel, l'autre du milieu communautaire.

Dépôt d'un projet dans le cadre du programme «Approche territoriale intégrée». Les principaux axes d'action du comité sont ainsi définis : formation des membres du CSDC, identification des problématiques de développement social et interventions, sensibilisations au DS au sein de la communauté en général et chez les acteurs sociaux et développement de la concertation.

Tenue d'un atelier de travail sur l'exercice d'analyse du potentiel de développement des communautés à partir de la grille élaborée par M. Réal Boisvert de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Établissement d'un calendrier de rencontres trimestrielles du comité territorial en développement social.

Collaboration à la préparation et à la tenue du Forum citoyen Mauricien.

Incorporation d'une section web consacrée au comité de développement social des Chenaux au sein du site web de la CDC des Chenaux.

2009 – 2010

Investigation par rapport aux diverses initiatives de développement social présentes dans le territoire de la MRC des Chenaux et parution de 10 chroniques mensuelles dans le Bulletin des Chenaux sur les initiatives identifiées.

Organisation, à l'intention des membres du comité de développement social, de 4 lunchs – animation sur des réussites en développement social : 1) Les efforts de revitalisation des petites communautés, le cas du village de Saint-Camille. 2) Présentation du mouvement coopératif, le cas de la Coop de Sainte-Adelphe dans la MRC de Mékinac, 3) Une façon de faire du développement social concrètement : L'Accorderie, 4) Présentation du Profil des communautés de la MRC des Chenaux.

Réalisation et diffusion de dix fiches thématiques présentant le portrait socio-économique et sociodémographique de chacune des municipalités de la MRC des Chenaux.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Organisation d'une journée de type « Lac à l'épaule » afin d'élaborer un nouveau plan d'action 2010-2011 en développement social pour le territoire de la MRC des Chenaux. Trois enjeux prioritaires sont identifiés : 1) Faire face à une décroissance démographique et au vieillissement de la population 2) Développer la solidarité et le sentiment d'appartenance, se faire connaître et reconnaître, 3) Améliorer la qualité de vie comme facteur d'attraction mais aussi de rétention.

Participation à l'étude menée par le Consortium de développement social de la Mauricie sur la situation du logement au sein du territoire de la MRC des Chenaux.

Formation de trois sous-comités de travail sur des problématiques reliées au développement social : maintien à domicile pour améliorer les facteurs de rétention, persévérance scolaire et services de proximité pour assurer une vigie quant au maintien des services de proximité existants dans le territoire des Chenaux.





Le comité de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale du Cap-de-la-Madeleine

Par Marie-Josée Routhier

Le comité de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale du secteur Cap-de-la-Madeleine à Trois-Rivières a vu le jour en 1999. À cette époque, Cap-de-la-Madeleine était une municipalité à part entière, avec son conseil municipal dirigé à ce moment là par le maire Alain Croteau, ses organismes communautaires, ses entreprises et bien sûr son Centre local de services communautaires, le CLSC du Rivage. La direction du CLSC du Rivage était animée par le désir de mieux connaître son territoire, de développer l'action intersectorielle dans son milieu et de travailler à améliorer les conditions de vie des citoyens. La directrice de la qualité, Mme Nicole Dallaire, et l'organisatrice communautaire, Mme Johanne Francoeur, décident donc de réunir les organismes communautaires, la Commission scolaire, les partenaires de l'emploi ainsi que les élus municipaux et provinciaux. Le premier objectif est d'apprendre à se connaître mutuellement, mieux comprendre la mission de chacun, et aussi se donner une vision commune de la réalité sociale et économique du territoire. Cette approche, développée par le CLSC, est gagnante. Les partenaires sont heureux de se retrouver à la même table et s'engagent dans une démarche de concertation et de réflexion sur les conditions de vie des travailleurs et travailleuses, des familles et des personnes âgées du territoire. C'est le début du travail en intersectorialité, sous le leadership du CLSC, qui au même moment met sur pied d'autres comités intersectoriels, notamment pour le secteur enfance, jeunesse, famille et les aînés.

Ce comité en a été surtout un de réflexion, de mise à jour du portrait du territoire et d'échange d'informations et de services entre les différents organismes. On pourrait même dire aujourd'hui qu'il a été le précurseur du projet clinique puisqu'il permettait un meilleur maillage entre les différents services des partenaires impliqués.

Lors de la fusion du Centre de santé Cloutier du Rivage (Cap-de-la-Madeleine) et du CLSC les Forges (Trois-Rivières) en 2004, les intervenants du comité de lutte à la pauvreté, des cadres du nouvel établissement fusionné, le CSSSTR et l'équipe d'organismes communautaires s'interrogent sur le futur du comité de lutte à la pauvreté d'un secteur de la ville. Les organismes communautaires du Cap tiennent très fortement à conserver leur comité de secteur, car leur réalité est différente de celle de Trois-Rivières, leurs organismes plus petits, moins bien financés, leurs interventions plus fragiles auprès des plus démunis. Dans le secteur de l'ancienne ville de Trois-Rivières, une concertation très étroite dans la lutte à la pauvreté existe depuis plusieurs années avec Comsep, ECOF-CDEC et la Démarche de revitalisation des premiers quartiers de Trois-Rivières.

Après réflexion, et sous l'impulsion des besoins exprimés par les organismes du Cap, le CSSSTR maintient le comité de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale du secteur Cap-de-la-Madeleine. Plus encore, la directrice des services enfance jeunesse, famille et santé publique, Mme Nathalie Garon, l'organisatrice communautaire, Mme Marie-Josée Routhier, et les partenaires communautaires, décident d'un commun accord de raffermir le leadership du CSSSTR et de tourner résolument le comité vers des actions concrètes sur le territoire. Une stratégie de lutte à la pauvreté et un plan d'action sont alors élaborés en 2009.

Les personnes visées par cette stratégie sont :

- Les personnes âgées souffrant d'isolement social et vivant de la détresse.
- Les jeunes en difficulté, marginalisés, ou dans la rue.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

- Les personnes (jeunes ou adultes) ayant des problèmes de santé mentale.
- Les personnes sous scolarisées ou analphabètes.
- Les personnes à risque de vivre de l'exclusion sociale par différentes caractéristiques personnelles, incluant les personnes immigrantes.

Les objectifs visés par la stratégie sont :

1. Consolider les groupes communautaires du secteur qui offrent déjà, non seulement des services directs d'aide à des clientèles fortement défavorisées, mais aussi ceux qui offrent des lieux et des activités de support à la population moins favorisée.
2. Développer des ressources et des projets coordonnés répondant localement aux besoins du milieu, sans dédoublement, en utilisant les ressources des autres secteurs de la ville, en lien avec les programmes publics existants.
3. Faire connaître et reconnaître les besoins particuliers des résidents du Cap-de-la-Madeleine.
4. Arrimer les plans de développement du secteur, faire reconnaître les impacts sociaux des groupes communautaires du secteur Cap-de-la-Madeleine aux autres groupes communautaires de la ville, aux instances municipales, gouvernementales et aux organismes donateurs.
5. Mieux répondre aux besoins de leurs clientèles spécifiques en permettant aux groupes communautaires d'utiliser des procédures et canaux définis et structurés de référence et d'intervention.

Le comité de lutte à la pauvreté avance résolument dans ses objectifs, les organismes communautaires sont de mieux en mieux structurés dans leur financement et leurs interventions, ils travaillent maintenant ensemble à améliorer les conditions de vie des personnes qui fréquentent leurs organismes. Une formation sur l'intervention auprès de personnes vivant de la détresse sociale et psychologique a été donnée aux intervenants et aux bénévoles, et a eu un vif succès. Un sondage sur l'accès à des activités sociales et de loisirs effectué auprès de 150 personnes vivant de l'exclusion est présentement en cours d'analyse et permettra dans les prochains mois de travailler à mettre sur pied un projet qui répondra vraiment à leurs besoins. Des liens sont bien établis sur le terrain avec les intervenants en sécurité alimentaire, et contribuent à consolider le travail de l'organisatrice communautaire du projet «Se nourrir, agir et se développer» auprès des organismes qui font de la distribution alimentaire.

Il reste beaucoup de travail à faire, surtout auprès des personnes vivant divers problèmes liés à l'itinérance et à la pauvreté, notamment l'hébergement, l'accès aux services et les loisirs.

La concertation est bien établie, le dynamisme des partenaires est bien présent, mais les problématiques sont souvent complexes. Il faut continuer à travailler d'arrache-pied pour innover nos actions et recevoir un financement stable pour nos projets et nos organismes de soutien direct.

Enfin, une discussion s'amorcera en 2011 sur la possibilité d'élargir notre comité à toute la ville de Trois-Rivières. Une histoire à suivre...





Le développement social à la Ville de Trois-Rivières

Par Jacynthe Morasse

C'est en 2002, dans le contexte des fusions municipales qu'est née la nouvelle Ville de Trois-Rivières, et que la démarche d'élaboration de la Politique a débutée. Un comité consultatif a été mis sur pied afin de définir les grandes orientations et le processus de cette démarche. Celle-ci visait à identifier les pratiques et les politiques de développement social existant déjà dans les différents services municipaux. Elle visait aussi l'examen et l'analyse des autres avenues possibles pour améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes. La Société de Développement Économique fut mandatée par la Ville pour accomplir tout ce travail.

En 2005, après deux ans de travail, où des centaines de personnes et d'organisations furent consultées, Trois-Rivières était la première grande ville du Québec à posséder une politique municipale en développement social. En effet, le nouveau cadre légal de la Ville lui imposait la mise en place d'un plan de développement contenant des objectifs en développement social.

La Ville a été pionnière en ce qui concerne l'élaboration d'une telle démarche, car nous avons été au-delà du cadre légal. En effet, la Ville a pris le temps de consulter les partenaires et la population sur la question du développement social. Pour élaborer la démarche, un comité de travail responsable de la question du développement social a été mis sur pied. À la lumière des recommandations ressorties lors des consultations, un comité permanent, chargé des questions de développement social, a été nommé afin de poursuivre le travail amorcé.

Pour appuyer la démarche, en 2005, une première répondante du développement social est nommée parmi les membres du Conseil municipal afin d'assurer le lien entre la Ville et les instances gouvernementales supérieures responsables en matière de développement social. Depuis, chaque année, une répondante ou un répondant est nommé par résolution du Conseil municipal sur le comité.

Ce comité doit voir à la mise en place de la présente politique, en assurer les suivis par l'évaluation des actions et des engagements, et faire la promotion du développement social auprès de la population, des différents services municipaux et paramunicipaux, ainsi que du Conseil municipal. La première démarche fut l'élaboration d'un plan triennal d'action en lien avec la politique en développement social et la participation de l'ensemble des services municipaux afin d'en assurer le suivi.

Afin de permettre l'actualisation du plan triennal d'action, en 2007 un fonds en développement social fut créé. Ce fonds permet ainsi de soutenir des actions concrètes en lien avec la mission de la Ville de Trois-Rivières. Depuis sa création, plus de 240 000 \$ furent versés pour soutenir 23 projets novateurs.

En 2009, la Ville ramène tout ce qui concerne le comité en développement social dans ses services municipaux et affecte une ressource humaine de son Service des loisirs et services communautaires. Celle-ci voit, tout comme la SDÉ, au suivi des actions en développement social, et apporte un support au bon fonctionnement de ce comité.



Le comité local de développement social de la MRC de Maskinongé (CLDS)

Par Anne Lamothe

Lors du colloque d'octobre 2002 sur le plan de travail du Pacte rural, parmi les quatre champs d'intervention prioritaires retenus, on retrouvait l'amélioration du milieu et du cadre de vie.

Avril 2003 : formation du Comité en développement social de la MRC.
Premier mandat : l'élaboration d'une politique de développement social
Deuxième mandat : officialisation des membres du CLDS

En février 2004, rencontre de trente (30) membres du CLDS dûment mandatés pour l'adoption du cadre de référence, des enjeux et des priorités de la politique. Les membres du CLDS proviennent d'un large éventail de secteurs dont l'action touche au développement social et à la lutte à la pauvreté soit : le municipal, le communautaire, l'économique, l'emploi, la santé, les ministères concernés, etc. Tous et toutes devraient donc être associés de près ou de loin à la réalisation du plan d'action. Il y eu à cette occasion, la formation du comité de travail pour l'élaboration d'un plan d'action triennal.

Le 10 mars 2004, présentation de la proposition de Politique de développement social et par la suite, adoption au conseil des maires.

En septembre 2004, adoption du 1er plan d'action par le CLDS et en octobre 2004 présentation et adoption du plan d'action par le Conseil des maires de la MRC de Maskinongé.

Dans les enjeux du 1er plan d'action, on se préoccupe notamment de l'exode des jeunes et des aînés, de l'isolement des personnes, des effets du vieillissement et de la pauvreté sur notre population et de l'augmentation de l'attraction immigrante.

En 2005, la MRC adopte une politique familiale, une des recommandations du CLDS et des 17 municipalités est d'adopter un plan d'action et y d'inscrire des mesures concrètes qui auront pour effet de faciliter la vie des familles vivant sur le territoire et d'encourager les jeunes familles à venir s'établir dans la MRC.

En novembre 2006, un comité issu du CLDS organise la journée « Trait d'union, venez faire du social! » qui répond à une des principales priorités pour 2005-2006, soit de permettre une plus grande connaissance des actions des partenaires du CLDS entre eux. Pour ce faire, on présente un Dîner « Bon coup » et une Intervention théâtrale « Tous pour eux » avec le Théâtre Parminou.

En février 2008 : Journée réflexion « Soyons cohérents pour nos gens, arrimons nos actions » vise à faire le bilan du 1er plan d'action. Plusieurs initiatives en développement social sont nées des priorités de 2004-2007 : un service de Transport collectif, un service d'accueil des nouveaux arrivants, une Maison familiale rurale (MFR), une radio communautaire, etc. 85 % des actions inscrites au premier plan d'action ont été réalisées.

Le 8 octobre 2008, présentation du 2e plan d'action sous le thème « Soyons cohérents pour nos gens, arrimons nos



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

actions » au conseil des maires de la MRC de Maskinongé pour adoption par la suite. Le 2e plan d'action regroupe des actions sur les axes prioritaires suivants : la communication, la recherche de moyens de consolidation des actions prioritaires, l'arrimage des différents lieux de concertation, ainsi que le développement. Améliorer la communication entre les intervenants des différents milieux, développer des ponts entre les services et initier des activités de réseautage figurent en tête de liste des actions envisagées.

En novembre 2009, une rencontre de réseautage est organisée pour informer les membres du CLDS notamment sur l'avancement des actions en cours en lien avec les axes prioritaires 2008-2011 : création d'un portail pour informer les intervenants et la population sur les services offerts dans la MRC incluant un bottin des ressources culturelles, sociales, de formation et d'information, de consolidation d'organismes tels que la radio communautaire, le transport collectif et la MFR, développement d'offre de logements pour personnes âgées autonomes, sensibilisation des instances en éducation à l'importance d'adapter les formations aux besoins du milieu, etc.

En mai 2010, une rencontre de réseautage a lieu entre les partenaires du CLDS pour consolider nos réseaux. La présentation des projets et partenariats en cours en lien avec le 2e plan d'action leur permet de repartir avec un portrait général des partenariats existants.

À l'automne 2010, les membres du CLDS réitèrent leur engagement concernant les principes d'action fondamentaux en développement social par voie de résolution adoptée par leur conseil d'administration.

En 2004, 30 délégués(es) ont adhéré au CLDS lors de sa création. En 2011, le CLDS compte une quarantaine de délégués(es) provenant de différents secteurs d'activités tels que communautaire, scolaire, emploi, santé, économique, municipal.





La contribution de la connaissance au développement social de la Mauricie

Par Réal Boisvert

Postulat de base

Le développement social, à l'instar du développement économique ou de toute autre forme de développement, ne saurait procéder de manière improvisée ou approximative. Sa bonne marche est tributaire de la connaissance des réalités qui lui sont propres, dont :

- les conditions de vie des personnes et des communautés,
- l'état de leur situation économique,
- l'état de leur situation socio sanitaire,
- la nature des facteurs qui influencent ou découragent leur participation à la vie collective,
- la forme que prennent les inégalités, la pauvreté et l'exclusion.
- la mesure des potentiels de développement des personnes, des groupes et des communautés.

Les premiers pas : l'état des lieux dans son ensemble

Dès le lancement de la démarche de développement social en Mauricie, un premier effort de documentation sur l'état des lieux a été fait. L'idée consistait alors à faire un portrait général de la région au regard de l'emploi, du chômage, de la scolarité, notamment, tout en examinant les grandes tendances observées au plan de la mortalité et de l'aide sociale. On retrouve ces informations dans la série des bulletins Profils qui ont été produits par la Direction régionale de santé publique entre 1998 et 2000.

L'adéquation avec les besoins de la démarche : des statistiques plus fines

Ces portraits ont tôt fait de démonter leurs limites car ils portaient sur des entités administratives comme le territoire régional dans son ensemble, les districts sociosanitaires (CLSC) ou les régions métropolitaines de recensement. Les valeurs moyennes obtenues par le biais de ces statistiques cachaient très souvent des tendances contraires. Ainsi en était-il des portraits décrivant la situation du chômage à Trois-Rivières. Tout en se méritant le titre de Capitale nationale de la pauvreté, il était de notoriété publique que la ville de Trois-Rivières présentait un visage très variable selon les différents secteurs qui étaient pris en compte. Certains quartiers connaissaient de tout évidence le plein emploi alors que d'autres étaient aux prises avec une majorité de personnes à la recherche de travail. Il fallait chiffrer cette réalité.

Une première tentative en ce sens a été faite avec les données du recensement de 1996 à partir des regroupements désignés sous le vocable de Secteurs de recensement (SR). Ces entités géographiques étaient d'une taille relativement réduite (N ~ 2 500). En produisant les données du chômage à cette échelle, on pouvait constater que les SR qui se regroupaient autour des premiers quartiers se distinguaient nettement de ceux qui appartenaient aux quartiers plus périphériques.

Reste que les SR étaient et sont encore aujourd'hui des ensembles géographiques très imparfaits. Certains d'entre eux, par exemple, embrassent dans un même élan des parties de territoires étrangères l'une à l'autre. C'est le cas du secteur de la paroisse Sainte-Cécile à Trois-Rivières qui, abritant une population ouvrière, est regroupé avec la paroisse voisine, surtout occupée par des personnes travaillant dans les services publics. La même situation prévaut à Shawinigan. Les SR ne reflètent pas de façon satisfaisante les différentes parties composantes des principales villes de la région.



La production des connaissances à l'heure du développement social

D'où la décision de s'atteler à la tâche de produire des statistiques à l'échelle des milieux de vie, cela en s'accordant aux exigences du terrain, en répondant notamment aux demandes maintes fois répétées par les intervenants du milieu plutôt qu'en obéissant à des considérations de nature surtout bureaucratiques. Dès lors, la notion de territoire vécu, empruntée aux travaux du sociologue Louis Favreau a fait son chemin. Il s'agissait de documenter les réalités tangibles des milieux de vie, en produisant des statistiques qui portent sur des environnements naturels comme les quartiers, les unités de voisinage ou les paroisses en milieu urbain et les villages en milieu rural. C'est à cette échelle que s'expliquent en grande partie les chances d'obtenir un emploi, de faire des études supérieures, de participer à la vie collective, d'être en plus ou moins bonne santé, d'être aux prises ou d'être relativement à l'abri des problèmes sociaux. Puisque la connaissance prenait le train du développement social, il fallait donc qu'elle documente sur ce plan ces réalités et, ensuite, de manière plus générale, qu'elle mette à jour les inégalités de conditions qui distinguent ces communautés de la région les unes les autres.

Un vaste exercice collectif d'appropriation du territoire

Mais comment définir les communautés de la Mauricie ? Où commencent et où s'arrêtent les limites de leur frontière respective ? Un fonctionnaire de l'État, tout bien intentionné soit-il, ne peut quand même pas décliner le profil géographique des communautés de la Mauricie tout seul, dans son bureau, derrière l'écran de son ordinateur...

En entrant de plain-pied dans l'ère du développement social, la connaissance se devait donc d'appliquer l'un de ses principes fondamentaux, soit d'associer les acteurs et les actrices de la région aux activités de connaissances concernant le développement social lui-même. Il revenait donc à ces derniers de désigner eux-mêmes, à partir de leurs perceptions respectives, les différentes composantes humaines de leur territoire. Après tout, qui mieux que les résidents d'un territoire donné possèdent l'expertise nécessaire permettant de délimiter des entités qui ont un sens au plan historique, économique, culturel, géographique et social ?

C'est ainsi que, de consultation en consultation, d'atelier de travail en atelier de travail, de rencontres réunissant des organisateurs communautaires, des élus, des policiers, des courtiers en immeubles, des résidents, des gestionnaires, des gens d'affaires, cela à Trois-Rivières, à Shawinigan, à Louiseville et à La Tuque, la population d'ici en est venue à délimiter les communautés de la Mauricie en autant d'entités qui respectent, en milieu urbain, les frontières naturelles des quartiers et, en milieu rural, celui des villages. Ce découpage participatif de la région, regroupait dans sa première version autour de 140 communautés locales comptant environ 1500 personnes. Au fil des ans et des ajustements rendus nécessaires par les mouvements de population, ce nombre est demeuré à peu près le même.

Une première typologie des communautés de la région

Fière d'avoir produit un découpage intelligent de leur territoire, la population de la Mauricie était dès lors impatiente de connaître les caractéristiques socio-économiques et sociosanitaires des milieux de vie et aussi, sinon surtout, elle était pressée de relever et de comprendre la dynamique qui facilite ou entrave leur développement.

Mais toute cette mobilisation autour de la délimitation des communautés régionales, ne devait quand même pas conduire à reprendre les évidences voulant qu'il y ait, dans les régions, des communautés riches et en santé et des communautés pauvres et malades. Pour le moins, après avoir localisé les communautés elles-mêmes selon leur situation socio-économique et sociosanitaire, il fallait mesurer l'écart du spectre qui éloigne les communautés les plus problématiques et les plus avantagées. Ensuite, il importait de vérifier si, à pauvreté égale, certaines communautés s'en tirent mieux que d'autres, voire même si toutes les communautés favorisées échappent à la survenue de problèmes de santé ou de problèmes sociaux. Enfin, il fallait documenter la situation des communautés, ni favorisées, ni défavorisées qui composent la majorité des communautés de la région.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

L'idée consistait donc à dresser une typologie des communautés permettant de faire des plans de développement qui sont collés sur leurs caractéristiques et leurs besoins. Le développement social ne consiste pas seulement à établir de grandes politiques publiques mais également à adapter, de concert avec les personnes et les groupes concernés, ces politiques aux réalités humaines, en les rendant conformes aux exigences des milieux de vie des personnes.

De l'élaboration de pistes de développement à l'adoption de cibles d'action

Si le portrait détaillé des communautés de la Mauricie permettait d'élaborer dans les plans d'action du développement social de grandes pistes d'intervention prenant en compte les caractéristiques et les besoins des milieux, il reste qu'un certain flou entourait la connaissance de la capacité respective des communautés elles-mêmes à contribuer à leur développement. À l'évidence, toutes ne jouissent pas de la même capacité d'agir même si chacune d'elles a son potentiel propre de développement. D'où l'idée, cette fois, de développer, en marge des outils de mesure socio-économique et sociosanitaire, une instrumentation permettant d'apprécier le potentiel respectif de développement de chaque communauté.

Et, de la même façon que cela avait été fait pour la délimitation du territoire, il revenait aux intervenants de la région le soin de dire leur mot sur la façon de construire cet outil. Car ce sont eux les experts de la connaissance des réalités fines qui expliquent comment à l'échelle locale une communauté se met en mouvement. Ainsi, un expert étant quelqu'un que l'on place en situation d'expertise, un vaste processus de mobilisation s'est mis en branle pour identifier l'ensemble des éléments qui participent à l'actualisation du potentiel de développement d'une communauté, cela depuis les réseaux qu'on y retrouve jusqu'au sentiment d'appartenance qu'y règne, en passant par la présence des ressources communautaires et institutionnelles, la propension des personnes à participer à la vie du milieu, etc.

L'émergence d'un dispositif global de connaissance du développement des communautés

Pour finir, les efforts tournés vers l'appréciation du potentiel de développement des communautés, joutés à la connaissance des déterminants socio-économiques et à leurs conséquences au plan de la santé et du bien-être, devaient être intégrés dans un dispositif global de connaissances. Un dispositif qui exploite avec un égal intérêt les données des grands fichiers populationnels et les informations contenues dans le cerveau et le cœur des résidents de la région. C'est à cette condition que la production de connaissances arrive à se mettre au service de l'intelligence collective régionale et qu'elle contribue, par effet de retour, à son développement.

La rentabilisation du dispositif

Après l'avoir développé, il reste maintenant à déployer le dispositif de façon plus systématique tout en cherchant à l'intégrer toujours davantage aux différents plans d'action en place afin de maximiser sa contribution au développement social de la région. Voilà le défi des années à venir !





La vision des acteurs et actrices du développement social en Mauricie

Par Marie-Denise Prud'Homme

À partir des grands enjeux identifiés lors du forum de 1997, certains éléments ont ressortis au fil du temps comme des fiertés du développement social. Autant sur le plan régional que territorial, les partenaires du développement social en Mauricie ont été en mesure de se prononcer lors d'une journée et par le biais de consultations écrites, autant sur les succès et les avancées que sur les obstacles rencontrés.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Ce thème, d'actualité plus que jamais, a toujours été en trame de fond en ce qui a trait au développement social. Malheureusement, des obstacles de taille ont semé la route vers de meilleures conditions de vie pour tous et pour toutes. Ainsi, les préjugés envers les personnes en situation de pauvreté et les organismes communautaires qui les supportent qui perdurent encore dans notre société, la complexité des programmes d'attribution des fonds, la diversité territoriale et l'aspect politique lié à cet enjeu sont des éléments clés nommés par les intervenants.

Cependant, malgré ces obstacles, de nombreuses fiertés animent les partenaires en ce qui a trait à cet enjeu. En effet, la mise en place de projets tels que les PICOMS de l'Université du Québec à Trois-Rivières, la politique « À part entière » pour l'intégration sociale, scolaire et professionnelle des personnes handicapées, Engagement Jeunesse et la mise en place d'une table en itinérance à Trois-Rivières ne sont que quelques exemples de projets porteurs en Mauricie. Ce déploiement de projets a été possible grâce à la contribution financière importante de partenaires financiers tels qu'Emploi-Québec Mauricie, la CRÉ de la Mauricie, Service Canada et l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, pour en nommer quelques uns. Une volonté de décentralisation des fonds a été identifiée par les gens comme un facteur qui pourrait être supportant dans les actions.

Le travail est donc à poursuivre par une plus grande sensibilisation de la population et des décideurs en ce qui concerne la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale afin de changer la vision des gens sur la pauvreté et la situation des organismes communautaires. Une volonté de se rapprocher et de travailler avec les communautés autochtones a également été identifiée. Pour y arriver? Un travail de concertation à maintenir afin de permettre la mobilisation des acteurs et actrices du développement social pour favoriser l'émergence de projets novateurs.

L'organisation ou l'intervention intersectorielle

En émergence au tournant du siècle, cette pratique s'est forgée une place de taille dans la façon de travailler. En effet, aujourd'hui, il s'agit d'un incontournable dans les pratiques de développement social. Même si elle comporte ses écueils, tel que le choc de cultures organisationnelles, les processus qui peuvent parfois être longs et démobilisants et les difficultés apportées par les changements organisationnels, les intervenants s'entendent pour dire qu'il faut aller de l'avant et poursuivre les efforts dans ce sens.

Pourquoi? En fait, les retombées semblent être importantes en terme d'actions et de projets structurants. Par exemple, la mise en place de tables jeunesse qui permettent d'unir les efforts dans un même territoire, des projets de conciliation travail/famille, la signature d'ententes spécifiques entre plusieurs partenaires gouvernementaux, la mise en œuvre d'un plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat, le transport collectif, le groupe COMPÈRES pour la persévérance scolaire, la TREM en éducation et autres sont des réussites concrètes de l'intervention intersectorielle. Il faut toutefois être vigilant au dédoublement autant dans le financement que dans les actions ainsi qu'à l'hyperconcertation.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

À ce titre, les acteurs et actrices du développement social souhaitent que la mobilisation concertée et intersectorielle se maintienne. Ils soulignent l'importance de maintenir le Consortium en développement social de la Mauricie en place et poursuivre les efforts pour impliquer les élus et élues dans les démarches de développement social.

L'harmonisation des actions locales et régionales

Défi de taille, il va s'en dire, cet aspect a été relevé souvent tout au long de la démarche. Comme l'histoire de la démarche régionale nous l'a apprise, tout comme l'intervention intersectorielle, l'harmonisation entre le local et le régional était pratiquement à inventer au moment du Forum de 1997. Les obstacles rencontrés ont été multiples. Par exemple, la difficulté de se trouver un langage commun, de trouver une équité entre les partenaires, d'avoir un suivi dans les actions, de trouver du financement correspondant à la réalité des concertations, le changement dans les structures organisationnelles et la multiplication des consultations. Tous des enjeux menaçant le maintien de la mobilisation des intervenants et intervenantes. Selon la plupart d'entre eux, la solution passerait, notamment, par une plus grande place des élus et élues dans les instances de développement social.

Une réussite à ce titre qui a été nommée à plusieurs reprises et qui permet la mise en place d'actions autant régionales que territoriales dans le respect des différences a été le Consortium en développement social de la Mauricie.

La participation citoyenne

La participation citoyenne est perçue par les partenaires comme le fer de lance du développement social, le début et l'objectif de l'action. Toutefois, la mobilisation des citoyens apparaît comme l'enjeu majeur pour les années à venir. En terme de difficultés, les partenaires ont identifié presque unanimement le manque de conditions favorisant la participation citoyenne. Cependant, peu de solutions ont été nommées afin de mobiliser les citoyens et citoyennes de la Mauricie à s'impliquer davantage.

Une des grandes fiertés à ce titre qui a été identifiée par l'ensemble des partenaires est la tenue du Forum Citoyen mauricien en octobre 2008. Cet événement, ayant réuni près de 3000 personnes, a été marquant pour la Mauricie. Plusieurs partenaires ont manifesté le souhait de renouveler cet événement dans le futur.

Le lien entre le développement économique et le développement social

Très présent lors de la rencontre régionale de 1997 et la rencontre nationale de 1998, cet enjeu reste très présent en 2011. Identifié par plusieurs, il semblerait que les préjugés seraient à la base des difficultés de rapprochement entre ces deux types de développement. Bien que nommé clairement par les partenaires, peu de solutions sont proposées.

Cependant, certaines réussites ont été nommées concernant cet enjeu : des ponts sont créés entre certaines commissions scolaires et les entreprises en terme de formation et de concomitance entre le marché du travail et la formation, le site internet sur l'économie sociale pour les jeunes par le Conseil régional en économie sociale (CRES), les initiatives promouvant l'entrepreneuriat dans les écoles.

L'économie sociale a également été identifiée comme une porte d'entrée dans la vie économique en respectant des valeurs qui sont communes avec le développement social. Par exemple, la création d'entreprises d'économie sociale telles que les Corporations de transport collectif en milieu rural, les radios communautaires ou les maisons de répit.

Bien qu'encore présent dans les enjeux de développement social, il semblerait que cet aspect ait été mis plus ou moins en veilleuse dans les dernières années au profit de la mise en place de structures de concertation et d'harmonisation des pratiques.



Le développement social au sein du développement régional

Par Marie-Denise Prud'Homme

Si tous les partenaires s'entendent sur l'importance et la pertinence du développement social, qu'en est-il de sa place au sein du développement régional? Est-ce que, au fil des années, le développement social s'est véritablement taillé une place? Les partenaires se sont questionnés en abordant l'enjeu du leadership et du maintien du développement social comme stratégie de développement. Plus encore, ils en ont posé les conditions de réussites.

La question du leadership

De façon presque unanime, les partenaires ont identifié que le mode de leadership devrait s'inscrire de la base vers le haut, en posant le citoyen comme le souffle qui pousse l'action. Ils ont parlé de communautés mobilisées portées par des élus sensibilisés et porteurs du développement social. Ils ont également identifié le Consortium en développement social de la Mauricie comme une structure efficace dans ce mode de gouvernance en priorisant le message et les actions portées par les comités territoriaux tout en promouvant le développement social et en sensibilisant les décideurs. De nombreuses conditions ont été proposées afin d'atteindre ce type de leadership. Plusieurs ont nommé le besoin de reconnaître les actions et d'harmoniser les pratiques, mais surtout d'adapter les façons de travailler afin d'être accessible aux citoyens et citoyennes qui voudraient s'impliquer. Aussi, la concertation et le partenariat sont nommés comme des incontournables ainsi que des modes de financement adaptés aux missions et aux modes de fonctionnement des concertations. Finalement, l'implication des élus et des élues de la Mauricie est ressortie comme un facteur majeur pour le positionnement du développement social.

Le maintien du développement social comme stratégie de développement régional

Cette question, essentielle pour le développement social en Mauricie, se pose en trois temps : le maintien, la reconnaissance et la croissance. En effet, toujours selon les acteurs et les actrices du développement social de la région, il faut maintenir les concertations actuelles et supporter les partenariats. On doit reconnaître l'expertise des concertations et mieux les utiliser. Il faut connaître l'histoire et transmettre la mémoire collective du développement social afin que les citoyens et les décideurs se sensibilisent à l'apport du développement social comme moteur de développement tout en restant branché sur le terrain. Pour y arriver, les partenaires ont souligné qu'il faut utiliser les consultations et inscrire le développement social dans tous les plans stratégiques et dans toutes les instances existantes en Mauricie. Il faut offrir une plus grande visibilité et assurer une relève dynamique. Également, effectuer une jonction durable entre les comités de développement social et le monde municipal.

Les conditions de progression du développement social

En terme de perspectives d'avenir, les partenaires ont souligné l'importance de mettre en place les conditions suivantes afin de permettre au développement social de progresser en Mauricie :

- Avoir des plans d'actions opérationnels découlant des plans stratégiques.
- Briser l'isolement au niveau collectif (organismes, territoires, individus) et poursuivre l'approche systémique.
- Sensibiliser les citoyens et citoyennes afin qu'ils comprennent et participent au développement social.
- Que les gens impliqués en développement social s'intéressent et s'impliquent au niveau de la politique municipale.
- Trouver des passionnés, des militants, des porteurs de drapeau et les faire émerger.



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

- Augmenter les ressources financières.
- Promouvoir le développement social avec de bonnes stratégies de communication.
- Augmenter l'implication des élus et des élues.
- Mobiliser adéquatement les acteurs et actrices en développement social.
- Passer à l'action dans l'intersectorialité et la continuité. Mise en œuvre et suivi de celle-ci.
- Positionner le développement social comme un enjeu électoral.
- Faire de l'éducation populaire et citoyenne.
- Travailler pour que les secteurs économique et social se connaissent mieux et qu'ils comprennent leur intérêt mutuel à collaborer.

En terminant, lorsqu'on demande aux acteurs et actrices du développement social de nommer l'enjeu principal sur lequel travailler dans les années à venir, en un mot, ils répondent ceci :

Participation, coopération, reconnaissance, implication, citoyen, adhésion, mise en oeuvre, plaisir et passion.





Déclaration d'engagement en développement social

Lue et signée le 20 janvier 2011

Le développement humain, dans son sens le plus noble, passe par la pleine expression du potentiel des individus et des communautés, cela dans le respect des différences de chacun et en harmonie avec l'environnement naturel. Une telle perspective ne saurait être mieux défendue que par le développement social dont les principes et les valeurs visent à promouvoir la capacité de tout individu, sans distinction de sexe, de race ou de fortune, d'user de leur liberté en leur permettant de faire des choix avantageux pour leur épanouissement personnel et pour celui de leur entourage.

En ces temps parfois incertains où des difficultés bien réelles, notamment économiques, sévissent un peu partout sur la planète, le développement social est porteur d'espoir. Il nous invite à ne céder en rien à la tentation du repli sur soi, à la recherche de privilèges improbables dans un marché dérèglementé, insensible, à la merci de la compétition et de la fuite en avant.

Le développement social c'est le choix de ceux et de celles qui croient fermement que la création de la richesse passe par la solidarité, par l'entraide et par la mise en valeur des compétences de toutes les personnes dont celles qui résident ici, en Mauricie, et qui sont résolument engagées dans l'avènement d'un monde meilleur.

Parce que nous croyons aux valeurs de justice sociale, d'équité, de solidarité et à la participation citoyenne et parce que nous croyons que c'est en reconnaissant le potentiel et les capacités individuelles et collectives des gens qui forment nos communautés que nous vivrons dans une Mauricie forte de ses gens et ses organisations,

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Poursuivre et intensifier les collaborations avec les milieux de tous horizons, notamment économiques, pour un développement durable de notre région. Nous croyons que c'est en travaillant ensemble l'occupation dynamique de nos territoires que nous construirons une région où il fait bon vivre.

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Travailler au maintien des services qui sont près des milieux de vie des citoyens. Nous pensons que c'est en offrant un milieu de vie dynamique et une communauté d'entraide que nous parviendrons à faire face, entre autres, aux défis démographiques qui nous attendent.
- Faire en sorte que les citoyens de l'ensemble des territoires, grand ou petit, proche ou éloigné, urbain ou rural, aient accès à des services près de leur communauté afin qu'ils puissent grandir, se développer et vieillir dans des conditions de vie optimales.

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Susciter, sensibiliser et mobiliser pour une plus grande implication des citoyens de la Mauricie dans les décisions qui les concernent. Nous souhaitons ouvrir nos milieux et changer nos façons de faire afin de permettre à chacun d'être un acteur du développement de son milieu.

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Lutter contre la pauvreté et toutes les formes d'exclusion pour que tous et toutes puissent vivre pleinement sa vie et



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

réaliser son plein potentiel. Nous croyons fermement que c'est en travaillant ensemble pour trouver des solutions innovantes et qui répondent aux besoins de la population que nous arriverons à améliorer les conditions de vie de tous et de toutes.

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Poursuivre et intensifier l'arrimage de nos actions afin de mettre en commun nos forces et travailler ensemble vers des objectifs communs. Nous croyons qu'en communiquant mieux nous mobiliserons nos communautés et nos collaborateurs pour bâtir un monde meilleur.

Nous nous engageons, plus déterminés que jamais, à :

- Être à l'écoute des communautés et des territoires de la Mauricie afin d'appuyer les réflexions, les démarches et participer aux actions mises de l'avant. Nous souhaitons une Mauricie fière de ses individus et de ses collectivités.

C'est pour construire un monde meilleur que nous, participants à la JOURNÉE BILAN DES DIX ANS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN MAURICIE, prenons cet engagement à Shawinigan, en ce 20 janvier 2011.

**« Le 21^e siècle en sera un de solidarité et de coopération
sinon il n'y aura pas de 22^e siècle. »**

(Hubert Reeves)



Le Consortium en développement social de la Mauricie

Mission

Contribuer de façon concertée et intersectorielle à la lutte contre la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'amélioration de la participation sociale des citoyens et citoyennes en mobilisant l'ensemble des partenaires locaux et régionaux.

Valeurs

- Solidarité
- Participation sociale
- Justice sociale et équité
- Reconnaissance des potentiels et des capacités des individus et des milieux
- Respect des différences (approches, milieux, territoires, personnes)

Vision

Que le Consortium en développement social de la Mauricie devienne un acteur et leader incontournable en terme de développement social, de participation citoyenne, de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et qu'il devienne une instance d'influence, d'action, de cohérence, de conseil et de soutien auprès des organisations et partenaires locaux et régionaux en Mauricie qui œuvrent dans ce domaine.

Définition du développement social

Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif et, d'autre part, à la collectivité de progresser socialement, culturellement et économiquement dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale (Conseil de la santé et du bien-être du Québec).

Financement

Le Consortium est financé en totalité par une entente spécifique entre cinq partenaires régionaux : la Conférence régionale des élus de la Mauricie, l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, Emploi-Québec, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et Centraide Mauricie.

Au niveau du financement de projets, il est possible d'obtenir du financement de certains ministères selon le type de projets déposés (ex. : Société d'habitation du Québec pour des projets en habitation) tant au niveau régional que local. De plus, le fonds de développement social de Centraide est disponible pour les projets concertés pour les deux niveaux d'intervention.

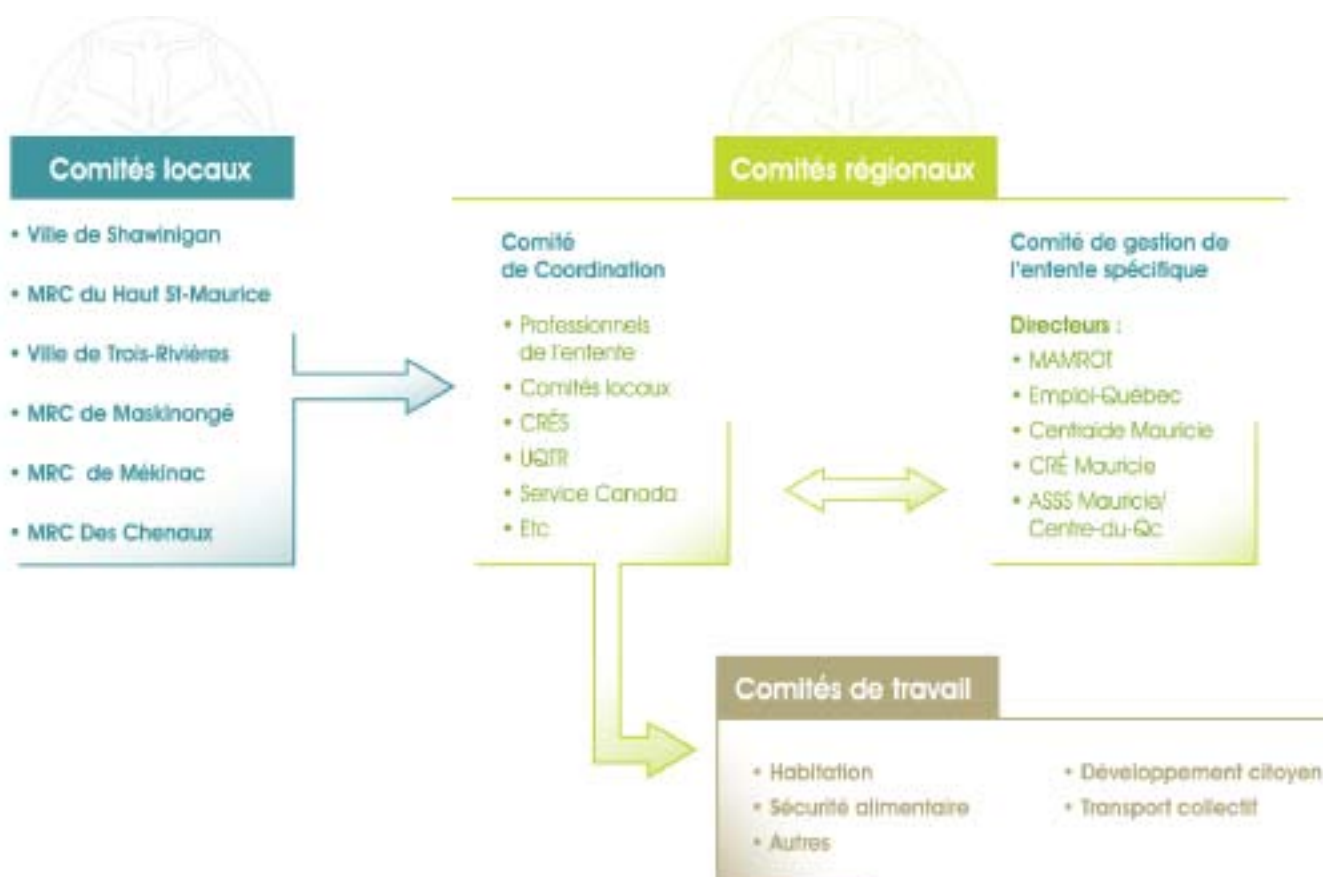


Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Au niveau local, il y a des variantes selon les territoires. Les comités locaux ne sont pas ou peu financés pour le fonctionnement. Lorsque c'est le cas, la MRC, dans le cadre d'une politique de développement social, ou les pactes ruraux sont le bailleur de fonds. Autrement, les organisations (souvent les CSSS) libèrent des intervenants pour animer les démarches. En ce qui a trait au financement de projets, certains territoires (Trois-Rivières et La Tuque) disposent d'un fonds en développement social. Également, quelques projets ont été financés par l'Approche Territoriale Intégrée (ATI). D'ordre général, les projets en développement social sont financés de la même façon que les autres projets menés par les organismes.

Il apparaît clairement que les comités territoriaux gagneraient grandement à être supportés financièrement autant pour la coordination que pour la mise en place de projets structurants et ce, de façon permanente.

Structure





Stratégies de communication

Évolution des communications

Au travers ses dix années de présence dans le milieu, le Consortium a communiqué de façon régulière avec ses partenaires. Malgré tout, l'organisme demeurait plutôt méconnu dans la région. Avec la création de nouveaux comités de travail, de nouveaux projets ainsi que l'entrée et l'utilisation de plus en plus répandue de nouvelles technologies, il s'est avéré important d'évaluer l'état des communications au sein de l'organisation. Pour ce faire, une étude interne a été menée en 2008. Les résultats ont démontré entre autres, que les valeurs, la mission, la structure et les objectifs du Consortium n'ont pas été intégrés par la plupart des partenaires. Aussi, le manque d'information par rapport aux orientations du comité de coordination et par rapport aux attentes envers les membres a été soulevé par plusieurs répondants.

Suite à ces constats, une série de moyens et d'actions ont été entrepris. La mise en ligne du site Internet, la création du bulletin d'information l'ÉmerGens et l'embauche d'une ressource en communication à temps plein ont permis d'améliorer les communications du Consortium tant au niveau interne qu'externe¹.

En 2009, plusieurs membres du Consortium se sont réunis dans le cadre d'un «lac à l'épaule» et ont émis des recommandations au niveau des stratégies de communication à adopter. C'est donc en réponse à l'étude de 2008 et aux recommandations de 2009 que le Consortium s'est doté d'un premier plan de communication 2010-2013.

Les orientations du plan de communication 2010-2013

1. Devenir un porte-parole incontournable en développement social en Mauricie (une source, une référence pour la région).
2. Favoriser les échanges entre les partenaires et les différentes organisations de la Mauricie qui sont concernés par le développement social.
3. Informer et sensibiliser un maximum de milieux par rapport aux enjeux et aux avantages du développement social.

¹ Tiré du Plan d'action concerté 2010-2013. Annexe Plan de communication



Conclusion

On s'aperçoit que les thèmes présents lors du Forum sont encore d'actualité même si beaucoup de chemin a été fait. En effet, on observe une évolution certaine et un processus qui se présente sur plusieurs étapes. En effet, les premières années ont été marquées par la mise en place de concertations locales et régionales et par l'appropriation des thèmes propres au développement social tel que la lutte à la pauvreté et la participation citoyenne. L'approche intersectorielle avec ses avantages et ses écueils a pris son envol par la mise en place des comités territoriaux, véritable fondation du développement social en Mauricie. Fort de ses 30 à 40 partenaires et citoyens par comité territoriaux, ils sont les moteurs du travail du Consortium. Après une consolidation de la concertation à différents niveaux, les actions territoriales et régionales se sont de plus en plus concrétisées par des projets ayant un impact. Cette concertation du bas vers le haut s'est solidifiée au fil des ans. Ce sont cette approche et ces actions qui ont permis au Consortium de développer un leadership en terme de développement social. Les communications et la circulation de l'information sont également un des facteurs qui ont permis aux différents acteurs du développement social en Mauricie d'échanger et de partager sur les différentes pratiques.

En ce qui a trait à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, les différents travaux au niveau du transport collectif rural, du logement et de la sécurité alimentaire ont permis de mieux positionner la région et de soutenir les actions territoriales et régionales.

En ce qui concerne la participation citoyenne, mise de l'avant par les comités territoriaux d'abord et réaffirmée par le Forum Citoyen mauricien ainsi que par la création d'outils, elle prend de plus en plus de place. Il reste cependant encore du chemin afin d'ouvrir grandes les portes et de susciter une plus grande implication des citoyens et citoyennes de la Mauricie.

Du chemin reste également à faire au niveau des liens à créer de façon plus étroite avec le milieu économique et municipal. Finalement, il faut rentabiliser au maximum le dispositif d'évaluation du potentiel des communautés afin de permettre une connaissance plus pointue de nos communautés et de mieux orienter nos actions.

Ceci étant dit, c'est un chemin riche en collaborations et en partenariats qui a été accompli depuis plus d'une décennie de développement social en Mauricie. C'est par des gens passionnés et convaincus que de belles réalisations ont été possibles et c'est par ces mêmes gens d'exceptions avec une relève toute aussi dynamique que les prochaines étapes seront franchies pour une meilleure qualité de vie pour tous et pour toutes.



Annexes



Annexe :

Journée Bilan et perspectives

Présences

Nom	Prénom	Organismes
Angers	Michel	Ville de Shawinigan
Armstrong	Louise	Comité de défense des droits sociaux
Arseneault	Lionel	CLD de la MRC Des Chenaux
Asselin	Guylaine	CSSS du Haut St-Maurice
Aubut	Diane	Comité de développement social Des Chenaux
Auclair	Roland	Commission scolaire Chemin-du-Roy
Baril	Lyne	Centre Local d'Emploi de Shawinigan
Beaulieu	Lise	Centraide Mauricie
Beaulieu	Denise	Service Canada
Bellerose	Valérie	Transport Collectif de Maskinongé
Blais	Joanne	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.
Boisvert	Réal	ASSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Boivin	Jacques	Commission scolaire Chemin-du-Roy
Bordeleau	Isabelle	Forum Jeunesse Mauricie
Bourassa	Josée	Emploi-Québec
Brodeur	Denis	Ville de Shawinigan
Brouillette	Jean	CDC des Chenaux
Carrier	Lucie	CSSS de l'Énergie (avant-midi et dîner)
Chicoine	Myrabelle	Conférence régionale des élus de la Mauricie
Chouinard	Claire	Québec en forme
Cormier	France	Centre d'action bénévole de Shawinigan
Cossette	Stéphane	Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)
D.Trudel	Thérèse	Centre d'action bénévole Laviolette
Desjardins	Anne	CLE Ste-Geneviève-de-Batiscan et Ste-Thècle
Douville	Christine	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières
Dubuc	Amélie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières
Dugas	Lorraine	Conseil Central du Coeur du Québec (CSN)
Ebacher	Carole	Centraide Mauricie
Filion	Manon	MAMROT



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

Gagné	Paul	Table de concertation des aînés et des retraités de la Mauricie
Gagnon	Josiane	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.
Gagnon	Alain	Attaché politique de madame Noëlla Champagne, Députée de Champlain
Gauthier	Nancy	CDC de Mékinac
Gauthier	Johanne	CSSS Vallée-de-la-Batiscan
Gervais	Maryse	TGV net.Mauricie
Godin	Nancy	CLD de la MRC de Maskinongé
Godin	Julie-Hélène	CSSS de Trois-Rivières
Hatem	Désirée	Office des personnes handicapées du Québec
Lafrenière	Gilles	Centre local de développement de Shawinigan
Landry	Jean-Claude	Comité territorial de développement social Des Chenaux
Lefebvre	Lysane	Fonds communautaire Des Chenaux
Lemay	Céline	PICOM de l'UQTR
Martineau	Yannick	Moisson Mauricie/Centre-du-Québec
Montour	Solange	Centre d'action bénévole Laviolette
Morasse	Jacynthe	Ville de Trois-Rivières
Nadeau	Marie-Andrée	Consortium en développement social de la Mauricie
O'Cain	Lynn	Conseil régional d'économie sociale de la Mauricie
Pelletier	Katya	COMPERES
Prud'Homme	Marie-Denise	Consortium en développement social de la Mauricie
Raiche	Cindy	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.
Routhier	Marie-Josée	CSSS de Trois-Rivières
Savard	Christian	CRÉ Mauricie (à partir de 10h00 – 10h30)
Sévigny	Henri-George	Maison de transition de la Batiscan
Surprenant	Marguerite	Centre local d'emploi de Trois-Rivières
Théberge	Marie-Hélène	Maison de quartier St-Philippe, Trois-Rivières
Trudel	Philippe	Engagement jeunesse Mauricie
Trudel	Luc	Attaché politique de Monsieur Claude Pinard, Député de St-Maurice
Young	George	Citoyen
Adam	Robert	Commission scolaire de l'Énergie
Drolet	Christine	MAC Des Chenaux
Salunier	Annie	ÉCOF / CDEC
Plante	Michelle	COMSEP
Beauvillier	Jean-François	COMSEP



Déroulement de la journée

10 plus tard, où en sommes-nous en matière de développement social ?

Shawinigan, le 21 janvier 2011. Afin de tracer un bilan du chemin parcouru depuis le premier Forum national en développement social de 1998 et d'identifier des perspectives de développement pour les prochaines années, le Consortium en développement social de la Mauricie organisait hier une journée régionale rassemblant ainsi plus d'une soixantaine de partenaires de la région. D'abord, il faut savoir que cette journée n'a pas été organisée par hasard. Voilà déjà un bon moment que l'idée de refaire un grand Forum national fait son chemin. Pour se faire, un collectif de travail s'est formé, coordonné par le Réseau québécois en développement social, afin de planifier les étapes à suivre et développer des outils pour aider les différentes régions du Québec dans cette démarche.

En Mauricie, c'est dans un climat de franche camaraderie et de solidarité que les acteurs et les actrices du développement social ont abordé des sujets forts judicieux à travers des présentations, des conférences et des ateliers. C'est sous le thème du voisinage et de la communauté que les organisateurs ont décidé d'aborder la journée. D'ailleurs, le ton a rapidement été donné au début de la journée avec une animation colorée réalisée par madame Lynn O'Cain, directrice du Conseil régional d'économie sociale de la Mauricie qui personnifiait Pauline, une sympathique voisine. Par ces interventions, les participants ont pu en apprendre davantage sur le développement social et son rayonnement dans les communautés.

La journée a été amorcée par Madame France Cormier, directrice du Centre d'action bénévole de Shawinigan, qui nous a raconté les étapes d'évolution du développement social en Mauricie. Elle a fait état des grandes réalisations au fil du temps et ainsi permis aux participants de se rappeler les moments forts traversés jusqu'à maintenant. Pauline nous a ensuite fait découvrir monsieur Réal Boisvert, agent de recherche à l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec qui est venu nous présenter toute l'évolution des connaissances relié aux réalités des communautés. « Les territoires de recensement, comtés ou districts sont des découpages administratifs qui ne tiennent pas compte des réels milieux de vie des gens » expliquait-il. Aujourd'hui, grâce au portrait des inégalités de santé et de bien-être en Mauricie, il est possible d'obtenir des informations beaucoup plus précises pour une communauté vécue et ainsi, mieux cibler les besoins et les actions à faire pour améliorer la qualité de vie des personnes qui y vivent. Cette première partie de la journée fût conclue par un mot de monsieur Michel Angers, maire de la Ville de Shawinigan. M. Angers, intervenant de la première heure en développement social, a souligné toute l'importance qu'il accorde à ce type de développement et réitéré son soutien aux intervenants. Ce fût une intervention fort appréciée des participants.

La journée s'est poursuivie avec Madame Lise Beaulieu, directrice de Centraide Mauricie qui est venue nous partager sa participation en développement social tant à travers sa vie professionnelle que personnelle. En lien avec le milieu économique et communautaire, cet organisme a permis à de nombreux projets de se réaliser. Par la suite, M. Savard nous a entretenu de l'importance de l'intersectorialité, qui se vit notamment, via le Forum de la société civile de la Conférence régionale des élus.

Par la suite, ce fût les participants, accompagnés de Pauline, qui ont mis la main à la pâte en nous partageant leurs fiertés, leurs obstacles et des solutions à mettre en place pour les années à venir. Notamment, ils ont nommé qu'ils souhaiteraient un rapprochement avec les élus municipaux, les décideurs et les milieux économiques. Ils voudraient poursuivre le travail de mobilisation et encourager une plus grande participation des citoyens et des citoyennes dans leur communauté. Ils sont fiers des projets mis en place dans leur région (transport collectif en milieu rural, COMPÈRES, les



Bilan et perspectives de développement social en Mauricie

projets d'interventions communautaires avec l'UQTR, etc.) et soulignent l'importance qu'à eu le Forum Citoyen Mauricien de 2008. Ils souhaitent également poursuivre les concertations mises en place et les liens entre les paliers territorial et régional. En résumé, ils mettent les citoyens et les citoyennes au centre de leurs préoccupations pour les années à venir et souhaitent une plus grande reconnaissance de leurs actions.

Finalement, la journée s'est clôturée par un moment tout en émotion où un citoyen, un intervenant de chacun des territoires et la coordonnatrice du Consortium en développement social de la Mauricie ont lu un texte d'engagement que les partenaires ont signé à la fin de la journée. On pouvait y lire notamment :

«Le développement social c'est le choix de ceux et de celles qui croient fermement que la création de la richesse passe par la solidarité, par l'entraide et par la mise en valeur des compétences de toutes les personnes dont celles qui résident ici, en Mauricie, et qui sont résolument engagées dans l'avènement d'un monde meilleur.

Parce que nous croyons aux valeurs de justice sociale, d'équité, de solidarité et à la participation citoyenne et parce que nous croyons que c'est en reconnaissant le potentiel et les capacités individuelles et collectives des gens qui forment nos communautés que nous vivrons dans une Mauricie forte de ses gens et ses organisations»

C'est sur cette lancée que la journée s'est conclue, avec des intervenants et intervenantes encore plus convaincus de l'importance du développement social pour leur région.





Annexe :

Déclaration citoyenne

Le Forum citoyen mauricien a démontré hors de tout doute la valeur d'une participation citoyenne dans l'élaboration du monde dans lequel les citoyens veulent vivre et s'engager activement. Cette déclaration incite à la prise en charge des responsabilités individuelles, collectives, et politiques. Elle interpelle donc tous les acteurs du développement régional : élus municipaux et gouvernementaux, organismes publics, institutions d'enseignement, organismes sociocommunautaires et citoyens eux-mêmes.

Cette déclaration invite à définir le développement régional avec une approche globale, dans une optique de développement durable qui intègre harmonieusement tous les aspects de la vie humaine.

L'exercice a permis de nous rappeler les grandes richesses de la Mauricie. Nous croyons que l'on doit s'appuyer sur ces bases pour inventer et réaliser la Mauricie de demain : ses richesses naturelles, sa situation géographique, sa capacité d'accueil aux autres cultures, ses institutions d'enseignement, son potentiel récréotouristique, ses moyens de communication, sans oublier son immense potentiel de contribution de ses citoyennes et citoyens.

Pour élaborer et réaliser un projet collectif régional, nous devons créer des lieux de concertation et de participation.

Pour soutenir une Mauricie vivante et dynamique, nous devons inclure la contribution de toutes les citoyennes et citoyens, indépendamment de leur âge, de leur origine, de leurs limitations physiques, de leur situation économique ou sociale. Cette diversité est une richesse permettant la création d'un projet qui nous ressemble et nous rassemble.

Pour bâtir la Mauricie que l'on veut se donner nous devons relever les défis qui nous attendent : l'innovation dans le développement de l'emploi et de la main d'oeuvre, la gestion intégrée de l'environnement, l'accessibilité aux services sociaux et de santé, aux activités de loisirs et de culture, la revitalisation de la vie des communautés tant rurales qu'urbaines, la conciliation travail-famille, l'exode des jeunes et le vieillissement de la population.



AXE 1 : DÉMOCRATIE

Défi 1 : Que les citoyens prennent conscience de leur pouvoir d'influence et l'utilisent.

- Propositions :
- Sensibiliser les gens, notamment les jeunes, à l'importance d'exercer leur citoyenneté en s'impliquant dans les processus menant aux décisions qui les concernent.
 - Que les programmes électoraux soient remis à tous les citoyens pour faciliter leurs choix politiques.
 - Utiliser, lorsque nécessaire, la mobilisation citoyenne pour appuyer des revendications qui ne sont pas entendues par les décideurs.

Défi 2 : Que les instances décisionnelles mettent à contribution les citoyens dans leurs prises de décision.

- Propositions :
- Que les élus rendent disponible l'information nécessaire aux citoyens pour qu'ils puissent porter un regard critique sur les enjeux municipaux et se positionner.
 - Que les instances décisionnelles mettent en place différents mécanismes de consultation afin que leurs décisions reflètent réellement les préoccupations et priorités des citoyens.
 - Explorer de nouveaux moyens pour que les besoins spécifiques des régions soient pris en compte par le gouvernement provincial.
 - Convier les élus à rencontrer les citoyens au moins 2 fois par année.

AXE 2 : LUTTE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE

Défi 1 : Faire participer l'ensemble des citoyens à la vie régionale.

- Propositions :
- Promouvoir la place des personnes qui vivent de l'exclusion sociale : personnes handicapées, autochtones, personnes démunies, analphabètes...
 - Organiser des activités pour briser les préjugés, de part et d'autre, notamment avec nos communautés autochtones.
 - Encourager toutes approches qui favorisent l'inclusion sociale des personnes exclues, par exemple l'accompagnement personnalisé, le développement du pouvoir d'agir de ces personnes, etc.
 - Promouvoir les projets qui soutiennent la réussite scolaire des enfants dont les parents vivent des problématiques particulières (analphabétisme, toxicomanie...) et médiatiser les réussites.

Défi 2 : Développer la communication intergénérationnelle.

- Proposition :
- Créer des activités favorisant les liens intergénérationnels et consolider les initiatives déjà existantes (aide aux devoirs et aux leçons, mentorat dans les écoles, etc.)

Défi 3 : Soutenir les personnes démunies

- Propositions :
- Supporter davantage les ressources communautaires déjà existantes.
 - Initier régionalement une coalition citoyenne pour influencer les décisions politiques, par exemple l'augmentation des barèmes de l'aide sociale.



AXE 3 : DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Défi 1 : Rendre accessible l'expertise de l'université aux organismes communautaires

- Propositions :
- Que l'Université du Québec à Trois-Rivières mette en place des mesures concrètes favorisant l'implication citoyenne de ses professeurs et l'accessibilité à leurs expertises, pour les organismes communautaires.
 - Création d'un comité de travail UQTR/organismes communautaires pour développer des mécanismes facilitant leur partenariat, par exemple la création d'un guichet unique pour accueillir, évaluer et diriger les projets.

Défi 2 : Développer de nouvelles initiatives pour favoriser la solidarité et l'implication sociale

- Propositions :
- Mettre en valeur les projets alternatifs comme les services d'échanges locaux.
 - Créer des comités de milieux de vie dans les résidences privées pour personnes âgées, notamment pour aborder les questions de sécurité et d'abus.

Défi 3 : Faire face aux conséquences de la mondialisation

- Propositions :
- Sensibiliser les gens aux conséquences de la mondialisation et proposer des alternatives concrètes : achat local, investissement dans des fonds éthiques, boycott des grandes chaînes, etc.
 - Rendre plus accessibles les marchés publics et augmenter la variété dans l'offre de produits locaux.
 - Revoir les structures de distribution pour favoriser les producteurs locaux.
 - S'allier aux partenaires socio-économiques pour promouvoir l'achat local.

AXE 4 : ENVIRONNEMENT

Défi 1 : Concevoir des milieux de vie écologique

- Propositions :
- Susciter et faciliter la réalisation de projets de quartier répondant à ces préoccupations, par exemple la création d'éco-villages.
 - Intensifier la concertation, créer des coalitions entre différents groupes de pression pour augmenter le rapport de force des citoyens.

Défi 2 : Gestion de la ressource forestière

- Proposition :
- Dans une optique de développement durable, développer une approche de gestion intégrant l'environnement, l'industrie et le récréotouristique.

Défi 3 : Prévention des conflits d'usage

- Proposition :
- Consulter systématiquement les citoyens concernés par tout projet impliquant des changements d'usage, par exemple pour la construction d'un barrage.

Défi 4 : Gestion des matières résiduelles

- Proposition :
- Informer les citoyens sur les différentes options qui s'offrent en matière de gestion des matières résiduelles et sur les enjeux qui s'y rattachent
 - Faire participer les citoyens aux prises de décisions sur ce sujet.



Défi 5 : Gestion de l'eau

- Propositions :
- Développer des politiques d'urbanisme et d'aménagement qui garantissent la protection des rives et des cours d'eau. Mettre en place les conditions pour leur respect. (Brigades vertes, inspecteurs, etc.)
 - Sensibiliser les citoyens à la nécessité de diminuer notre consommation d'eau.

Défi 6 : Changer les habitudes de consommation

- Proposition :
- Intensification de la promotion de nouvelles habitudes de consommation plus saines pour l'environnement. Par exemple, l'achat local, les 3R (réduire, réutiliser, recycler) etc.

AXE 5 : ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES PUBLICS

Défi 1 : Accessibilité aux services publics de santé (pénurie de médecin et d'infirmières)

- Propositions :
- Réclamer un débat public sur les enjeux d'une privatisation du système de santé et d'éducation afin de permettre aux citoyens de se positionner de façon éclairée.
 - Investir dans la prévention, tant au niveau individuel que collectif, pour diminuer la pression sur le système de santé.

Défi 2 : Vieillesse de la population

- Proposition :
- Planifier le développement des services en fonction de cette réalité régionale.

AXE 6 : EMPLOI

Défi 1 : Faire face aux pertes d'emploi majeures vécues depuis quelques années dans la région.

- Propositions :
- Mobiliser la population dans le développement de solutions, d'alternatives aux pertes d'emploi dans les milieux traditionnels, par exemple, encourager l'achat de produits locaux et régionaux, développer des projets d'économie sociale, etc.
 - Sensibiliser nos décideurs politiques sur la nécessité de repenser les règles entourant les fermetures d'entreprises.
 - Mettre en place des moyens de concertations entre employeurs, organismes d'employabilité et de formation pour prévenir la pénurie de main-d'oeuvre annoncée dans certains secteurs.

Défi 2 : Contre l'exode des jeunes et stimuler l'arrivée de nouveaux travailleurs

- Propositions :
- Promouvoir la qualité de vie de nos municipalités.
 - Développer de nouvelles ressources ou services répondant aux besoins des jeunes familles.
 - Innover dans nos moyens de promotion.
 - Encourager les employeurs à former les jeunes au marché de l'emploi par des stages, du tutorat, etc.



Défi 3 : Intégration des gens peu scolarisés sur le marché du travail

- Propositions :
- Offrir des formations adaptées aux gens peu scolarisés en lien avec les besoins du marché.
 - Inciter les employeurs à créer des plateaux de travail.
 - Faire connaître les ressources de soutien à l'emploi.

AXE 7 : FAMILLE

Défi 1 : Conciliation travail-famille

- Propositions :
- Supporter les familles à travers les milieux de vie des enfants.
 - Organiser des discussions dans les milieux de travail et proposer des solutions adaptées.

AXE 8 : VIE COMMUNAUTAIRE

Défi 1 : Besoin de regrouper les citoyens autour de projets communautaires

- Propositions :
- Favoriser des initiatives novatrices pour permettre l'implication dans la vie communautaire et l'émergence de réseautage entre les citoyens.
 - Favoriser le développement et promouvoir les modes alternatifs de résolution de conflits pour favoriser le mieux-être dans la communauté.

Défi 2 : Revitaliser l'implication bénévole dans nos communautés

- Propositions :
- Reconnaissance et valorisation du rôle des bénévoles principalement par le biais des médias.
 - Mettre en oeuvre des nouveaux moyens pour augmenter la participation des jeunes dans le bénévolat.

Défi 3 : Développer et maintenir des services de transport collectif sur l'ensemble du territoire

- Propositions :
- Particulièrement pour les secteurs ruraux, développer des stratégies qui se situent entre le transport individuel et collectif, par exemple taxi bus, taxi collectif, covoiturage, transport scolaire, etc.
 - Trouver des solutions novatrices adaptées aux problèmes exprimés par les citoyens.

AXE 9 : MÉDIAS ET COMMUNICATION

Défi 1 : Créer davantage de liens entre les médias et les citoyens.

- Proposition :
- Que les médias fassent de l'espace pour faire connaître les initiatives, les réussites et les revendications citoyennes.



AXE 10 : ARTS ET CULTURE

Défi 1 : Rendre les arts et la culture accessibles à tous.

- Propositions :
- Mettre en place des moyens concrets pour faciliter l'accès à ce type d'activités : transport collectif, gratuité, information.
 - Utiliser ces activités pour en faire des lieux d'implication et favoriser l'expression de la créativité.

Défi 2 : Faire une place à une culture autre que la culture « de masse » principalement celle des jeunes

- Propositions :
- Développer des lieux pour que les jeunes « pratiquent leur culture » par exemple musique underground, ou arts de la scène.
 - Favoriser l'implication des jeunes dans les organisations qui diffusent de l'offre culturelle.

AXE 11 : LOISIRS, VACANCE, TOURISME

Défi 1 : Améliorer l'accessibilité aux loisirs particulièrement dans les secteurs ruraux

- Propositions :
- Création d'un guichet unique d'information sur les activités offertes à l'intérieur d'une MRC.
 - Partager les infrastructures et dynamiser le réseautage entre les municipalités.
 - Développer des transports collectifs.

Défi 2 : Mettre en place les conditions nécessaires au développement du tourisme en Mauricie

- Propositions :
- Outiller les mauriciens afin qu'ils puissent devenir des promoteurs de leur propre région.
 - Trouver des façons d'éliminer les difficultés liées à l'accueil des touristes : accessibilité aux différents sites, offre et qualité des services, amélioration des outils de promotion, etc.

AXE 12 : MAURICIE OUVERTE SUR LE MONDE

Défi 1 : Réussir l'intégration les différentes communautés culturelles

- Propositions :
- Organiser des activités facilitant l'échange et la connaissance entre nos différentes cultures.
 - Mettre en place des mesures de support communautaire pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants.

EN CONCLUSION

Cette déclaration ne se termine pas ce soir, mais elle doit plutôt être vue comme le début de notre engagement à toutes et à tous de porter nos propositions aux acteurs régionaux concernés, et c'est seulement ainsi que l'on obtiendra La Mauricie que l'on veut se donner.



Annexe :

Membres des comités du Consortium en développement social de la Mauricie (2011)

Comité de gestion de l'entente spécifique :

- Ginette Lanthier, Directrice régionale, Emploi-Québec Mauricie
- Christian Savard, Directeur général, CRÉ Mauricie
- Lise Beaulieu et Liette Girard, Directrice générale, Centraide Mauricie
- Pierre Robert, Directeur régional, MAMROT
- Dr. Gilles W. Grenier, Directeur de santé publique, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec

Comité de coordination :

- Donat Gingras , Citoyen et président du comité territorial de développement social de la MRC de Mékinac
- Guylaine Asselin, CSSS du Haut St-Mauricie pour le comité territorial de développement social du Haut St-Maurice
- France Cormier, CAB de Shawinigan pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
- Lucie Carrier, CSSS de l'Énergie pour le comité territorial de développement social de Shawinigan
- Jacynthe Morasse, Ville de Trois-Rivières pour le comité de développement social de la Ville de Trois-Rivières
- Marie-Josée Routhier, CSSS de Trois-Rivières pour le comité de lutte à la pauvreté et l'exclusion social du Cap-de-la-Madeleine
- Jean-Claude Landry, CSSS de la Vallée-de-la-Batiscan pour le comité de développement social Des Chenaux
- Valérie Bureau, CDC Des Chenaux pour le comité de développement social Des Chenaux
- Anne Lamothe, CDC de Maskinongé pour le comité local de développement social de la MRC de Maskinongé
- Lynn O'Cain, CRÉS Mauricie
- Céline Lemay, UQTR pour les PICOMS
- Denise Beaulieu, Service Canada
- Carole Ébacher, Centraide Mauricie
- Myrabelle Chicoine, CRÉ Mauricie
- Manon Fillion, MAMROT
- Josée Bourassa, Emploi-Québec Mauricie
- Réal Boisvert, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
- Lucie Lafrance, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec



Comité de travail régional en sécurité alimentaire

- Nathalie Lefebvre, CSSS de l'Énergie pour le comité en sécurité alimentaire de Shawinigan
- Marie-Josée Routhier, CSSS de Trois-Rivières pour la Table en sécurité alimentaire de Trois-Rivières
- Lysanne Lefebvre, Fonds communautaire Des Chenaux
- Johanne Gauthier, CSSS Vallée-de-la-Batiscan
- Jacynthe Morasse, Ville de Trois-Rivières
- Micheline Séguin-Bernier, Diététiste, ASSS Mauricie/Centre-du-Québec
- Cindy Raiche, Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
- Manon Fillion, MAMROT
- Monique Trépanier, Moisson Mauricie/Centre-du-Québec
- Yannick Martineau, Moisson Mauricie/Centre-du-Québec

Comité de travail régional en habitation

- Nicole Gravel, CSSS de la Vallée-de-la-Batiscan
- Jean Brouillette, CDC Des Chenaux
- Nancy Godin, CLD de Maskinongé
- Marie-Pierre Leblanc, Démarche des Premiers Quartiers de Trois-Rivières
- Marco Bélanger, Office Municipale d'habitation de Trois-Rivières
- Judith Bastien, BAIL Mauricie
- Gilles Lafrenières, CLD de Shawinigan
- Diane Vermette, Comité logement de Trois-Rivières
- Myrabelle Chicoine, CRÉ Mauricie
- Francine Cloutier, SHQ
- Joane Blais, Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

Comité développement citoyen

- Céline Déraspe, Forum Jeunesse Mauricie
- Annie Saulnier, ÉCOF/CDEC de Trois-Rivières
- Guylaine Asselin, CSSS du Haut St-Maurice
- Josianne Gagnon, Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie
- Réjean Martin, citoyen



Publications

1. CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. Cadre de référence en matière de développement social pour la région de la Mauricie, Trois-Rivières, Consortium, avril 2001, 8 pages.

2. CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. Portrait du logement social en Mauricie : La situation dans les MRC des Chenaux, de Maskinongé, de Mékinac et dans les Villes de La Tuque, de Shawinigan et de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Consortium, décembre 2003, 55 pages.

3. CONSORTIUM DÉVELOPPEMENT SOCIAL MAURICIE. Rapport : Forum – Le point sur le développement social en Mauricie, Trois-Rivières, Consortium, juin 2003, 19 pages

4. COLLECTIF. Jeu Bouche-à-Oreille™ et Trousse d'animation pour les groupes. Marque déposée pour la CRÉ Mauricie. Consortium en développement social de la Mauricie. Octobre 2010.

5. TORRES, Sandy. Portrait de l'habitation en Mauricie. Bilan, besoins et perspectives. Présenté au Consortium en développement social de la Mauricie. Décembre 2010. 155 pages.

6. COLLECTIF. Répertoire. Organismes offrant des services en sécurité alimentaire en Mauricie. Consortium en développement social de la Mauricie. Janvier 2011. 33 pages.

